

## 2.Projet de territoire – les engagements de la communauté de communes

→ Rapporteur : le président

### RAPPORT

## Table des matières

I.	Des engagements soumis au tamis des enjeux majeurs identifiés.....	3
A.	L'accès aux services en milieu rural.....	4
B.	La mobilité .....	4
C.	L'adaptation aux impacts du changement climatique .....	4
D.	La préservation de la ressource en eau.....	5
E.	La préservation de la biodiversité .....	5
II.	Une méthode qui porte ses fruits .....	6
A.	La coopération commune / intercommunalité au cœur du processus .....	6
B.	Une administration qui se structure et change d'échelle .....	7
C.	Un budget au service des engagements de la communauté de communes .....	8
1.	La stratégie achat.....	8
2.	Le pacte fiscal et financier .....	9
D.	Les élus au centre de la décision : Les comités de travail qui proposent des orientations de politiques publiques, la commission transversale qui recommande .....	9
1.	Des comités qui proposent des orientations de politiques publiques .....	9
2.	Des comités qui sont au travail.....	13
3.	Des comités qui se lanceront fin 2022, riches des orientations précédemment adoptées.....	13
4.	Des comités qui devront être créés .....	14
5.	Un comité dont les travaux ont été réorientés .....	14
6.	Une commission qui recommande .....	14
E.	Des instances qui trouvent leur place .....	14
III.	Une vision : des politiques publiques pour transformer afin de garantir le développement équilibré du territoire en s'appuyant sur des services de qualité et en préservant les ressources.....	17
A.	En 2030, grâce à la politique de développement économique menée par l'intercommunalité, les Balcons du Dauphiné ont.....	17
B.	En 2030, grâce à la politique de développement touristique, les Balcons du Dauphiné sont.....	17
C.	En 2030, grâce à la politique des services en milieu rural, les Balcons du Dauphiné ont.....	18
D.	En 2030, grâce à la politique des mobilités, les Balcons du Dauphiné sont.....	19

E.	En 2030, grâce à la politique déchets, les Balcons du Dauphiné sont...	20
F.	En 2030, grâce à la politique petite enfance et enfance, les Balcons du Dauphiné sont...	21
G.	En 2030, grâce à la politique culture, les Balcons du Dauphiné sont...	22
IV.	Une observation pour comprendre le territoire	23
A.	Des services proposés aux familles	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
1.	Les enfants	23
2.	Les services	23
3.	La culture	24
4.	La santé	26
5.	La mobilité et la couverture numérique	27
6.	L'économie des Balcons du Dauphiné est diverse	29
7.	Une identité touristique et culturelle « Balcons du Dauphiné » à bâtir et mieux faire connaître	31
V.	Des orientations qui répondent aux enjeux majeurs et aux problématiques identifiées	33
A.	Schéma directeur informatique et numérique territorial	33
B.	Orientations de la politique de développement économique	35
C.	Orientations de la politique de développement touristique	38
D.	Orientations de la politique publique « services en milieu rural »	40
E.	Orientations de la politique publique mobilités	43
F.	Orientations de la politique publique en matière de réduction, tri et valorisation des déchets	46
G.	Orientations de la politique publique petite enfance et enfance	48
H.	Orientations de la politique culture	50

Le projet de territoire a été construit par les élus communaux et intercommunaux. Il se constitue de 3 dimensions : un socle qui pose les enjeux majeurs pour le territoire et ses habitants, **les engagements de la communauté de communes des Balcons du Dauphiné** ainsi que les réalisations concrètes de l'intercommunalité pour 2022-2023.



Le présent rapport traite des orientations de politiques publiques de la communauté de communes. Il retrace les engagements de la communauté de communes qui déclinent le socle.

Le socle du projet de territoire valide une méthode, en cohérence avec l'aspiration de départ afin d'accompagner les transformations pour le développement équilibré du territoire. Ainsi les enjeux majeurs identifiés servent de grille de lecture pour mieux vérifier la cohérence des engagements et des actions déployées.

## I. Des engagements soumis « au tamis » des enjeux majeurs identifiés

La communauté de communes prend sa part et s'est engagée dans la définition d'orientations de politiques publiques qui déploient la vision définie dans le socle et en droite ligne de l'aspiration de départ, à savoir :

- Donner du sens
- Agir maintenant et construire le futur
- Reconnecter les communes à l'intercommunalité.

Au-delà, ces engagements en prenant en compte les enjeux majeurs identifiés dans le socle et rappelés ci-après, contribuent à construire l'avenir souhaitable en transformant progressivement la réalité constatée. Pour mémoire, ils émergent de la confrontation entre l'horizon 2030 souhaité et l'état des lieux de l'existant. Il s'agit de valoriser les diverses dynamiques (économiques, démographiques...) en maîtrisant les pressions qui peuvent les accompagner (sur le foncier notamment), en mobilisant les moyens nécessaires pour ne pas être seulement un territoire qui croît, mais plutôt un territoire qui se développe. Il convient de transformer l'action publique pour couvrir les besoins des habitants en maintenant les équilibres territoriaux.

Aussi, ont émergé des enjeux sur lesquels il est essentiel d'investir car leur prise en compte garantira de s'approcher de la vision et donc d'influer sur le réel et par la même de le transformer. L'accès aux services en milieu rural (A) est le premier d'entre eux, auquel s'ajoute les mobilités (B), l'adaptation aux impacts du changement climatique (C), la préservation de la ressource en eau (D) et de la biodiversité (E).

## A. L'accès aux services en milieu rural

La France a développé, sur son territoire, un réseau dense de services publics dont l'organisation reste principalement le reflet de préoccupations nationales. Cependant, comme les autres pays européens, elle doit adapter cette offre de services publics à des évolutions démographiques différenciées selon les régions, et saisir les opportunités d'amélioration du service et de gains d'efficacité permises par la révolution numérique.

Certains services publics, comme la gendarmerie nationale, les écoles ou la poste, conservent un maillage en milieu rural important, malgré leurs réorganisations. D'autres services publics, comme les préfectures, les trésoreries se sont orientées vers la dématérialisation des procédures, entraînant une diminution des guichets physiques. Cette évolution crée parfois un sentiment d'abandon, faute d'une évaluation suffisante des publics concernés, parfois très éloignés du numérique. Par ailleurs le rapport de la chambre régionale des comptes délibéré en avril 2022 juge la baisse ininterrompue des effectifs de l'administration d'État dans les territoires depuis 2010 peu réaliste. En effet, les optimisations réalisées d'un côté n'ont pas été réaffectées au regard des besoins, de l'autre.

Cela a pour effet d'entraîner une perte sèche de services sur des territoires comme le nôtre. Les communes et l'intercommunalité compensent partiellement celle-ci, la création des espaces France services s'ils apportent un conseil précieux aux usagers ne peuvent remplacer l'ensemble des services ayant quitté le territoire.

Que peuvent faire les territoires, les habitants et les élus, pour répondre à ces nécessités, dans un contexte de diminution des ressources et d'augmentation des besoins ?

La mobilité et la couverture numérique sont des problématiques qui doivent être appréhendées lorsque l'on parle de proximité et/ou d'accessibilité de services. La desserte numérique du territoire est nécessaire pour garantir sa performance économique, son attractivité résidentielle, mais elle est également essentielle en matière d'équité sociale. Les principaux services publics (hors écoles et structures petite enfance) et services médicaux ou « institutionnels » restent en périphérie du territoire, ce qui repose le problème de leur accessibilité. L'égalité d'accès aux services en milieu rural est un enjeu fort, cela suppose d'identifier les freins pour les lever.

## B. La mobilité

Se déplacer facilement est un élément indispensable à la qualité de vie quotidienne des habitants. La mobilité est en effet une condition essentielle d'émancipation et d'accès de plein droit aux notions de liberté et d'égalité qu'elle véhicule, qu'il s'agisse d'accès à l'emploi, aux études, aux activités sportives, culturelles et de loisirs, aux démarches administratives, aux rendez-vous médicaux ou encore aux courses alimentaires. Les deux facteurs les plus limitants sont de nature géographique (éloignement de toute offre alternative à la voiture dans les secteurs ruraux) et en lien avec les difficultés de certains habitants (en situation de handicap, personnes âgées, jeunes et foyers modestes). Au-delà des solutions physiques à proposer, favoriser l'accès à une information fiable, simple et centralisée, accessible à tous aussi bien de façon numérique que via des relais de proximité (mairies, Espaces France Service) est essentiel. Il en va de la lutte contre l'isolement et du maintien des liens sociaux essentiels au bien-être des habitants. Il en va aussi de la lutte contre la vulnérabilité énergétique croissante des ménages face au renchérissement des énergies fossiles ainsi que de la réduction de la production de GES, accélérateurs du changement climatique.

Être un territoire résilient et compétitif face aux défis environnementaux et sociétaux à venir passe donc inévitablement par une politique mobilités ambitieuse et soucieuse de répondre aux besoins des habitants.

## C. L'adaptation aux impacts du changement climatique

Les preuves scientifiques sont sans équivoque : le changement climatique est une menace pour l'humanité et la planète. Le dernier rapport du Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC), publié le 4 avril 2022, montre que les risques climatiques apparaissent plus tôt que prévu, et de manière plus sévère (sécheresse, tempêtes, vagues de chaleur, etc.).

Les tendances et projection pour notre territoire donnent une augmentation de température entre 1 et 1,5 °C d'ici 2050, avec mise en œuvre d'une politique climatique (Source : DDT38 – Les enjeux du changement climatique en Isère - Données DRIAS), et entre 4 et 4,5 °C sans politique climatique.

Le changement climatique s'inscrit dans le contexte plus large des nombreux impacts humains sur l'environnement : perte de biodiversité, épuisement des ressources naturelles, dégradation des sols et des écosystèmes. Les interactions entre climat, écosystèmes et sociétés humaines sont donc essentielles à prendre en compte pour bien comprendre les risques liés au changement climatique, et définir des pistes d'adaptation.

La rénovation des bâtiments, la transition vers les mobilités bas carbone (transports en commun, marche, vélo, covoiturage), la maîtrise de nos productions et nos consommations (d'énergie, de ressource, d'espace...), la gestion des espaces naturels, la sobriété, une alimentation saine issue d'une agriculture durable, sont autant de pistes d'actions pour limiter nos émissions de gaz à effet de serre et la dégradation de nos écosystèmes.

Il revient au territoire de traiter ces champs d'actions par la mise en œuvre de politiques favorables à la lutte contre le changement climatique, répondant aux enjeux plus spécifiques de notre territoire, que sont l'agriculture, l'eau, la population et la préservation du patrimoine. La vulnérabilité du territoire au changement climatique est définie par le croisement entre les effets potentiels du changement climatique et l'impact des différentes activités. Il en est ici ressorti une priorité du PCAET plan climat en matière d'adaptation sur cinq secteurs stratégiques prioritaires.

#### D. La préservation de la ressource en eau

La stratégie vise à améliorer la résilience du territoire face aux conséquences du changement climatique et de ses impacts sur la ressource en eau. Pour cela, la communauté de communes envisage plusieurs axes de progrès :

- Intégrer des enjeux liés aux faibles niveaux d'eau et optimiser les usages de l'eau : il s'agit d'un enjeu majeur du territoire avec un risque important de diminution de la ressource. La collectivité veut intégrer cet enjeu dans les politiques publiques à la fois en termes de préservation de la ressource et d'économie de ses usages. Cela passe notamment par :
  - o la protection des captages d'eau potable dans un contexte de tension sur la ressource vis-à-vis des pollutions ;
  - o l'amélioration des rendements des réseaux d'alimentation en eau potable afin de réduire les pertes et d'optimiser la ressource ;
- Prendre en compte les phénomènes liés au changement climatique dans la vie économique : le secteur économique et en particulier nombre d'industries du territoire, présente une sensibilité importante aux conséquences du changement climatique (disponibilité en eau, conflits d'usages sur l'eau, période de fortes chaleur, rupture d'approvisionnement énergétique ou de la chaîne logistique...). Il convient d'intégrer cette culture du risque climatique au sein des entreprises afin d'augmenter leur résilience.
- Promouvoir une agriculture résiliente : secteur économique majeur des Balcons du Dauphiné, l'agriculture est aussi le premier secteur impacté par le changement climatique. Qu'il s'agisse de la dépendance à la ressource en eau, des sécheresses plus importantes, des gelées tardives ou encore de l'apparition de ravageurs et maladies, les impacts du changement climatique sur le secteur agricole sont déjà perceptibles.

#### E. La préservation de la biodiversité

En France métropolitaine selon l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN), 14% des mammifères, 24% des reptiles, 23% des amphibiens et 32% des oiseaux nicheurs sont menacés de disparition du territoire, tout comme 19% des poissons d'eau douce ou 15% des espèces d'orchidées pour la flore. Ce constat partagé de l'érosion de la biodiversité semble être sans précédent et s'accroître. L'origine en est principalement l'augmentation des pressions anthropiques sur près de l'ensemble des milieux et le changement climatique.

Le territoire des Balcons du Dauphiné a une grande responsabilité en matière de biodiversité, relevant une incroyable richesse écologique : à titre d'exemple, il abrite 30 habitats naturels d'intérêt européen, près de 75 espèces de la directive européenne « Habitats-Faune-Flore » et 60 espèces de la directive « Oiseaux » ; Ainsi, le site Natura 2000 qu'il accueille est un des premiers sites français du point de vue

de la diversité d'espèces et d'habitats naturels d'intérêt européen, alors qu'il n'est que le 262ème en termes de surface.

Afin de contribuer à répondre à cette perte croissante de biodiversité, une nouvelle stratégie nationale a été adoptée pour les 10 ans à venir. Elle vise un niveau de protection de 30 % du territoire national, dont un tiers sous protection forte. Le territoire des Balcons du Dauphiné, ensemble du bloc communal, contribue aujourd'hui à un très bon niveau avec 2,6 % en protection forte (contre 1,8 % au niveau national) et 23 % pour l'ensemble des protections. Mais ce travail doit encore se poursuivre.

Par ailleurs, la biodiversité nécessite une prise en compte, au-delà des sites protégés et une intégration dans l'ensemble des espaces, par l'ensemble des acteurs socio-économiques du territoire, à l'image des derniers projets d'aménagement portés par la communauté de communes (ViaRhôna ouest, voie verte des Balcons du Dauphiné...). Enfin, la biodiversité et les écosystèmes naturels et agro-naturels peuvent être considéré comme un véritable atout du territoire, source de résilience dans un contexte de changement climatique et support de développement (tourisme...).

Les questions relatives au foncier et à l'encadrement de son artificialisation dans le contexte de la loi Climat et Résilience doit nous interroger sur les stratégies à mettre en place, afin de garantir le développement équilibré du territoire malgré tout.

Chaque orientation est envisagée afin de garantir l'égalité d'accès aux services déployés et de les construire en croisant analyse des besoins et vision à l'horizon 2030.

## II. Une méthode qui porte ses fruits

La coopération communes / intercommunalité est une réalité (A), elle s'appuie sur une administration qui se structure (B), une stratégie budgétaire en place (C) et des élus mis au centre de la décision (D).

### A. La coopération commune / intercommunalité au cœur du processus

La coopération avec les communes est primordiale.

Le comité de travail étudie les modalités de la coopération intercommunalité-communes sur les différents sujets qui ont émergé des rencontres entre le conseiller délégué et les élus communaux. Tous les domaines peuvent être concernés.

En amont les membres du comité de travail ont proposé de définir les deux termes comme suit :

- la coopération doit permettre de partager, d'échanger dans un contexte collaboratif, ponctuel et flexible. L'idée est de travailler assez librement sur des orientations partagées.
- La mutualisation doit permettre d'améliorer, d'économiser, de partager, de dynamiser sur le long terme certains services précisés dans le cadre de contrat. Ces regroupements d'emplois ou de services pourraient être faits à l'échelle du bassin de services.
- Des pistes de réflexion et des actions sont d'ores et déjà menées au travers des dispositions suivantes :
  - o Portage du service d'instruction des autorisations d'urbanisme pour le compte des communes.
  - o Mise à disposition d'outils :
    - Plateforme de dématérialisation des marchés publics
    - Plateforme d'aide juridique « SVP »
    - Financement de la participation du territoire communautaire au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) dont la cotisation pour 2022 s'élève à 1 695 974 €.

- Recrutement d'une secrétaire mobile : Les communes ont sollicité la mise à disposition d'une secrétaire mobile afin de pallier l'absence du personnel administratif depuis de nombreuses années. À la suite de la création du secrétariat général par délibération du 22 octobre 2020, le recrutement d'une secrétaire mobile s'est finalisé en fin d'année 2021, permettant un rapide démarrage des missions de remplacement auprès des communes. Des critères de priorisation permettant de répondre aux demandes des communes ont été définis par le comité de travail mutualisation et coopération. Le comité



de travail s'est mobilisé sur l'identification des besoins dans le cadre de la réflexion sur l'élaboration du schéma directeur informatique et numérique territorial (Orientation n°1) qui a fait l'objet d'une adoption en conseil communautaire. Des membres de comité de travail ont intégré le comité de pilotage du schéma pour garantir la coopération dans ce cadre.

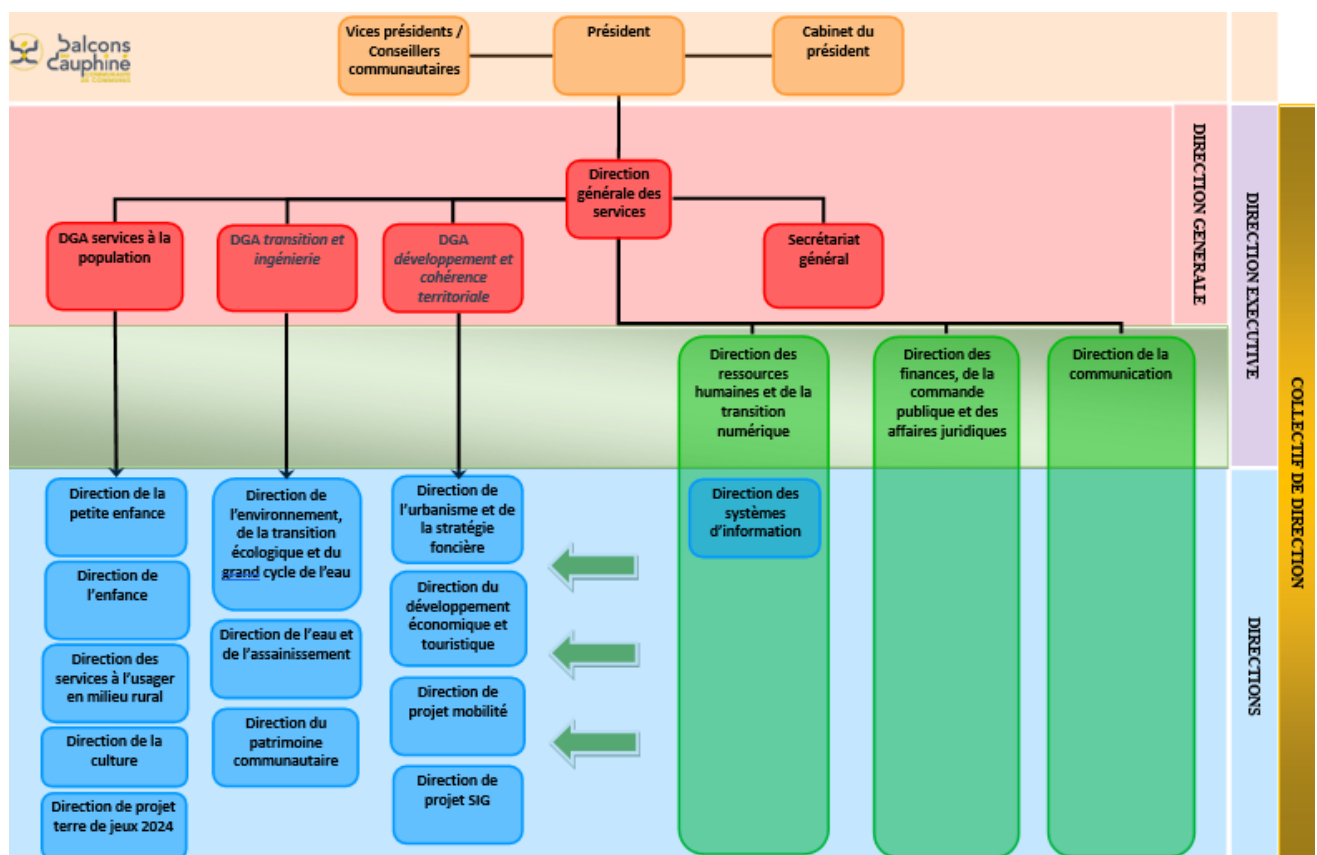
## B. Une administration qui se structure et change d'échelle

Dans le cadre de la structuration de ses services, la communauté de commune des balcons du Dauphiné s'est dotée d'un budget de fonctionnement ambitieux qui doit permettre d'accompagner de manière efficiente la mise en œuvre du projet de territoire. L'intégration de l'ensemble de ces éléments en consolidation des mouvements de personnel (balance entrées/sorties) se traduit par une masse salariale autour de 10 300 000 € pour l'exercice 2022 dont 1 652 000 € inscrits au budget annexe de l'eau et de l'assainissement.

Le bureau communautaire s'est également engagé à proposer de manière transparente pour validation au conseil communautaire, chaque création de poste budgétaire.

Le pilotage de l'intercommunalité est réalisé par un collectif de direction qui se compose de :

- La direction générale, regroupant le secrétariat général et 3 pôles,
- Une direction exécutive composée des directions « ressources humaines et de la transition numérique », « finances, affaires juridiques et commande publique » et communication,
- L'ensemble des directions se regroupant au sein du comité de direction.



Dans le cadre du projet de territoire, l'objectif est la mise en place d'une politique de structuration et d'optimisation des ressources humaines dans un contexte de reconnexion des communes avec la communauté de communes.

En effet, l'histoire récente de la collectivité et sa réorganisation en cours, l'allongement de la durée de vie au travail, les enjeux du maintien dans l'emploi et de la prévention des risques, conjugués à

l'évolution permanente du contexte réglementaire et à la nécessaire maîtrise de la masse salariale, ont accru la fonction conseil et l'accompagnement stratégique des directions support.

La politique ressources humaines s'inscrit dans les démarches conduites par la communauté de communes en termes d'égalité d'accès aux services, d'anticipation et d'adaptation au changement climatique, de préservation de la biodiversité et de la ressource en eau, de développement de la mobilité, mais aussi en termes d'égalité entre les femmes et les hommes et de lutte contre les discriminations.

Dans ce contexte, les axes retenus sont les suivants :

1. Assurer un pilotage optimisé et partagé des ressources humaines.
2. Mettre en œuvre une gestion prospective des compétences et des effectifs.
3. Développer l'égalité professionnelle et la qualité de vie au travail.

Ces trois axes constituent le fil conducteur du plan d'action pluriannuel à mettre en œuvre, il se décline en actions prioritaires à programmer.

Un 4ème axe consacrera la notion de **mutualisation et de partage des ressources** avec l'ensemble du bloc communal. Une démarche générale, déclinable sur l'ensemble des processus RH et visant à définir le pilotage des ressources humaines comme un levier de la dynamique et de l'attractivité du territoire.

En outre, lors du séminaire sur les complémentarités et les spécificités entre élus et administrations, le 2 avril les élus présents ont précisé les rôles de chacun.

### C. Un budget au service des engagements de la communauté de communes

La situation financière de l'intercommunalité est saine et permet de dégager des marges de manœuvre nécessaires pour mener à bien les ambitions que se fixe la communauté de communes au travers des politiques publiques qu'elle développe.

Les inscriptions budgétaires permettent d'asseoir la dynamique d'actions de la communauté de communes pour cette nouvelle année en poursuivant les opérations déjà amorcées et en permettant à de nouveaux projets de voir le jour.

La stratégie budgétaire consiste à piloter les charges de fonctionnement afin de maintenir et dégager les marges de manœuvre financières et humaines de la collectivité nécessaires au déploiement de ses aspirations.

#### 1. La stratégie achat

La stratégie achat est un outil pour la mise en œuvre du projet de territoire.

Au regard du volume d'achats passés chaque année (services, fournitures, travaux), la communauté de communes est un acteur économique majeur et joue un rôle dans le développement de l'activité économique du territoire.

Si la vocation première de l'achat est de répondre à un besoin de la collectivité, l'objectif est d'en faire également un levier pour mettre en œuvre le projet de territoire en répondant aux enjeux de ce projet : Accès aux services publics en milieu rural, mobilité, préservation de la ressource en eau, adaptation et transition climatique, biodiversité.

Au-delà des enjeux, la stratégie achat doit être au service du développement des politiques publiques portées par la communauté de communes : en matière de développement économique, d'attractivité, d'insertion, de préservation de l'environnement et de la ressource en eau, de coopération avec les communes.

Calendrier :

- Élaboration et approbation par le conseil communautaire à l'automne 2022
- Mise en œuvre dès à présent en fonction des opportunités d'achats (exemple : groupements de commande avec les communes volontaires), puis décliner au fil de l'eau à la survenance des achats.



## 2. Le pacte fiscal et financier

Le projet de territoire a été présenté lors du forum des élus du samedi 11 juin 2022 puis a été soumis au vote du conseil communautaire du 7 juillet.

La mise en œuvre de ce projet de territoire se poursuivra par l'élaboration notamment d'un Pacte Fiscal et Financier (PFF), bras armé de ce projet.

En préalable à ces travaux, il est proposé aux élus communautaires et municipaux, un parcours de formation relatif aux finances publiques locales, leur permettant notamment de s'approprier les différents enjeux liés à l'élaboration de ce PFF.

Un temps de formation spécifique est proposé et a pour objet les relations financières et fiscales entre communes et intercommunalité (régime fiscal du territoire des Balcons du Dauphiné, les attributions de compensation, le lien avec les transferts de compétence, les flux et outils financiers et fiscaux).

Par la suite, un état des lieux va être réalisé afin de reconstituer l'historique notamment des transferts de charges et attributions de compensation en découlant en vigueur aujourd'hui.

L'un des objectifs poursuivis par le pacte fiscal et financier sera de mieux connaître le territoire des Balcons du Dauphiné du point de vue financier et fiscal et d'en analyser les capacités budgétaires.

### D. Les élus au centre de la décision : Les comités de travail qui proposent des orientations de politiques publiques, la commission transversale qui recommande

22 comités de travail thématiques pilotés par les vice-présidents ou conseillers délégués, et constitués d'élus communaux et intercommunaux sont mis en place. Ils ont travaillé tout au long des derniers mois pour réaliser des propositions d'orientations de politiques publiques et également proposer la bonne échelle d'intervention au sein du bloc communal. Certains sont plus particulièrement concernés par la construction d'une vision (climat, biodiversité, petite enfance et enfance...), d'autres traitent plus particulièrement de structurer (stratégie foncière, patrimoine, ...) l'intercommunalité et de poser des stratégies pour éclairer la décision.

Les travaux de certains ont abouti (1), d'autres sont en cours (2), leurs propositions seront présentées au cours du second semestre et certains nécessitent, tel celui pour la construction de la stratégie foncière, que les orientations d'autres politiques publiques soient adoptées (3), d'autres sujets seront à retravaillés (4), les travaux d'un comité ont été réorientés (5), avant que la commission transversale fasse ses recommandations (6).

#### 1. Des comités qui proposent des orientations de politiques publiques

##### a) *La stratégie de développement économique*

Le comité de travail sur la stratégie de développement économique porte sur la politique publique générale. Il s'est réuni à trois reprises. Un comité de travail spécifique à l'accueil des entreprises sur les zones d'activités et autres espaces précise en parallèle les axes d'intervention concernant cette composante majeure de la compétence intercommunale. Les travaux de ce dernier aboutiront au second semestre 2022.

Les principes et orientations fixés en matière de développement économique servent de base à la réflexion sur la stratégie d'accueil des entreprises. Un socle commun a pu être élaboré grâce à des réunions communes aux deux comités de travail. L'objectif est de partager une même vision et de garantir la cohérence de la politique économique dans son ensemble.

De plus, les travaux d'autres comités de travail portent sur des thématiques économiques spécifiques qui font construire des propositions spécifiques. Il s'agit de la politique agricole et du développement touristique. Les orientations proposées par le comité de travail sur le développement économique confortent la pertinence de travailler sur ces deux sujets importants pour le territoire.

Le déroulé du comité de travail a été le suivant :

- 1<sup>ère</sup> réunion commune avec le comité de travail « stratégie d'accueil des entreprises » : 26 janvier 2022

Objectif : première entrée en discussion sur la thématique : définition et enjeux du développement économique

Qu'est-ce que l'économie sur le territoire des Balcons du Dauphiné ? Qu'apporte-t-elle au territoire ?

- 2<sup>ème</sup> réunion commune avec le comité de travail « stratégie d'accueil des entreprises » : 6 avril 2022

Objectif : s'approprier les orientations de la conférence des maires sur l'économie, travail sur la vision prospective et les objectifs stratégiques.

Que souhaiteriez-vous que l'économie produise comme effets sur le territoire ?

- 3<sup>ème</sup> réunion : 2 mai 2022

Objectif : travail sur les actions

Comment atteindre les objectifs fixés ? Comment relever les défis identifiés ?

### *b) Le développement d'un tourisme durable*

Un comité de travail sur la stratégie de développement touristique a été organisé. S'agissant d'une thématique dans laquelle l'office de tourisme intercommunal est fortement impliqué, il a été décidé d'intégrer les membres du comité de direction de cette structure. Ainsi, ce sont 15 élus municipaux et 4 acteurs du tourisme qui ont participé à 4 réunions de ce comité de travail, animé selon des méthodes de facilitation en intelligence collective. Les différentes étapes du comité de travail sont décrites ci-après.

- 1<sup>ère</sup> réunion le 22 septembre 2021 :
  - introduction au sujet
  - discussion autour d'une liste co-construite des atouts touristiques du territoire pour entrer dans le sujet
- 2<sup>ème</sup> réunion le 14 décembre 2021 :
  - travail sur les objectifs du développement touristique. Pourquoi c'est important ? Quels effets pour le territoire ?
- 3<sup>ème</sup> réunion le 24 janvier 2022
  - travail sur le diagnostic du tourisme actuel sur le territoire
  - travail sur les axes d'intervention dans chacune des thématiques ressorties lors des précédentes réunions.
- 4<sup>ème</sup> réunion le 07 avril 2022
  - travail sur les projets structurants

En outre, un comité de travail sur la mise en tourisme des vélo-routes a également mobilisé 21 élus municipaux et 6 acteurs du tourisme. Cinq réunions les 7 juillet, 8 septembre, 6 octobre 2021 et 7 décembre 2021 et le 17 janvier 2022, animées selon des méthodes de facilitation en intelligence collective par la vice-présidente en charge de la politique touristique et la directrice économie-tourisme ont permis de faire émerger des propositions. Initialement porté sur la mise en tourisme de la ViaRhôna, ce comité de travail a souhaité élargir son champ de réflexion à la voie verte entre Crémieu et Arandon-Passins et a finalement émis des orientations qui permettent d'avoir une politique en faveur du développement du cyclotourisme dans sa globalité et basée sur les infrastructures cyclables à vocation touristique du territoire.

La première réunion a été l'occasion d'informer de manière générale sur les vélo-routes des Balcons du Dauphiné ainsi que de réaliser l'état actuel de la mise en tourisme des vélo-routes du territoire au travers d'un atelier collectif pour définir les forces, faiblesses, opportunités et menaces.

La seconde a vu la construction de la vision stratégique de la mise en tourisme des vélo-routes via un atelier collectif pour réfléchir aux finalités attendues de cette politique : « 2031. Après 10 ans de mise en œuvre du plan d'action proposé par le comité de travail, la mise en tourisme des vélo-routes est un succès. La ViaRhôna est..... ; Le territoire est..... ».

Cela a permis de prioriser des thèmes à approfondir et de réaliser un travail sur les 4 premiers thèmes prioritaires. Ce qui a été l'objet des 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> rencontres (cadre de vie et lien avec la population, signalétique, offre d'hébergement adaptée) allant jusqu'à l'élaboration d'une proposition d'actions.

Le 5<sup>ème</sup> et dernier temps a été l'occasion de finaliser la proposition de feuille de route.

### *c) Les services en milieu rural*

Un comité de travail a été organisé autour de la thématique « espaces d'accueil et de services à la population ».

L'enjeu a été de définir une stratégie d'accès des habitants à des services publics de qualité, y compris des services des Balcons du Dauphiné et de ses partenaires institutionnels ou locaux.

34 élus ont participé aux 3 comités de travail au 2ème semestre 2021 animés par la vice-présidente en charge de la thématique des services en milieu rural. Des constats, réflexions et propositions se sont dégagés de ces rencontres.

La première réunion du 6 avril 2021, en visioconférence, s'est déroulée autour de la présentation de l'offre de service proposée par l'espace France Services, sur Morestel.

Les participants et notamment les nouveaux élus ont découvert le service. Les élus pointent un défaut d'information entre les communes y compris leurs Centre Communaux d'Actions Sociales (CCAS) et l'intercommunalité sur ce sujet.

Les débats du groupe lors de la 2ème séance du 8 juin 2021 ont porté particulièrement sur l'accompagnement numérique des habitants. Il est pointé l'intérêt de la dématérialisation dans la vie quotidienne des habitants, ses aspects positifs mais aussi la perte de lien humain, la difficulté de joindre les services publics et la nécessité de conserver un accueil de proximité, sans se substituer au rôle de l'État.

Le 3ème comité de travail du 28 septembre 2021 a permis aux élus d'exprimer les finalités attendues de cette politique. Cet atelier a été organisé en sous-groupes pour favoriser la parole et faire émerger des priorités sur la thématique des espaces d'accueil et de services aux habitants tout en les caractéristiques de services ruraux, de qualités, visibles et équitables

### *d) Les mobilités*

Une quinzaine d'élus municipaux se sont réunis à 4 reprises avec le vice-président en charge des mobilités. La méthode d'animation et de facilitation des échanges en intelligence collective a permis de faire émerger de nombreuses propositions.

Les différentes étapes de travail ont été les suivantes :

- 16 juin 2021 : Premier diagnostic territorial sous le prisme "atouts, faiblesses, opportunités, menaces" et ébauche des enjeux ;
- 19 juillet 2021 : Travail sur les modalités possibles pour une aide à achat de vélos électriques ;
- 09 mars 2022 et 11 avril 2022 : Appropriation et déclinaison des orientations issues de la conférence des maires sur la mobilité pour construire les orientations de politique publique (récit prospectif, problématiques, objectifs opérationnels).

Les réflexions menées par le comité de travail visent à préciser les objectifs stratégiques de la communauté de communes en matière de mobilités et leurs déclinaisons opérationnelles. Les élus ont pris en compte dans leur travail les nombreuses actions déjà menées telles que l'aménagement et la gestion des véloroutes et voies vertes (Via Rhôna et voie cyclable Crémieu-Arandon), les transports des scolaires de second cycle vers les piscines, le transport des enfants vers les centres de loisirs. Il convient aussi de capitaliser sur les expériences de covoiturage comme Covoit'ici et de poursuivre la forte implication de l'intercommunalité dans les projets partenariaux et interterritoriaux (transport en commun Lyon-Crémieu, liaisons cyclables CAPI/Balcons du Dauphiné...).

### *e) Les déchets*

Le comité de travail déchets a réuni une douzaine d'élus municipaux à 4 reprises avec le vice-président en charge des déchets, le déroulé a été le suivant :

- 29 juin 2021 : Première prise de contact sur les enjeux et attentes, actualités avec le SICTOM, échanges sur les améliorations souhaitées ;
- 6 juillet 2021 : Travail sur l'économie circulaire, dans le cadre du travail d'un stagiaire et de l'appui du Centre International de Ressources et d'Innovation pour le Développement Durable (CIRRID) et de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) ;

- 28 mars 2022 et 11 avril 2022 : Appropriation et déclinaison des orientations issues de la conférence des maires sur les déchets pour construire la politique publique à intégrer au projet de territoire (récit prospectif, problématiques, objectifs opérationnels)

Les réflexions menées par le comité de travail visent à préciser les objectifs stratégiques de la communauté de communes en matière de prévention et gestion des déchets et leurs déclinaisons opérationnelles. Les enjeux liés à l'économie circulaire ont également largement été abordés, en lien avec les enjeux liés à Ecologie Industrielle et Territoriale (EIT). Enfin, de nombreuses orientations devront être reprises et mises en œuvre par le SYCLUM, au titre du transfert de compétences. Il s'agira pour les Balcons du Dauphiné d'assurer afin qu'il soit au service des priorités définies, une animation régulière des délégués de l'intercommunalité, notamment.

#### *f) La petite enfance et l'enfance*

Conformément au processus décisionnel mis en place par le conseil communautaire permettant d'élaborer les politiques publiques des Balcons du Dauphiné, un comité de travail petite enfance, enfance a été organisé. Ainsi, ce sont 46 élus municipaux issus de 23 communes différentes qui ont assisté à au moins 1 des 7 comités de travail, animé selon des méthodes de facilitation en intelligence collective par les vice-présidentes en charge de la petite enfance et l'enfance ainsi que les directeurs petite enfance et enfance de la collectivité.

Les participants au comité de travail se sont réunis à 7 reprises entre mars 2021 et février 2022.

Lors des 2 premières réunions, le travail s'est concentré sur un état des lieux de l'existant en matière de petite enfance, enfance, jeunesse, périscolaire et structures associatives. Différentes cartographies ont alors émergé, les communes ont été mises à contribution pour ce travail en complétant les données qu'elles avaient en leur possession.

La deuxième réunion a permis également de débiter la construction de la vision stratégique de la petite enfance et l'enfance : il a été demandé aux élus présents de se mettre en situation et d'imaginer :

« dans un monde idéal, je suis parent, je souhaite.... »

« dans un monde idéal, je suis enfant, je souhaite... »

Cela a permis de prioriser trois axes, qui ont fait l'objet de réflexions et travaux approfondis lors des 3 comités de travail suivants. Ces derniers comités de travail ont donc précisé le projet politique en matière de petite enfance et d'enfance sur le territoire.

En parallèle, les élus ont pu visiter plusieurs équipements de ces directions : crèches, relais petite enfance, centres de loisirs, séjour écoresponsable sur les communes de Morestel, Vézeronce, Saint Victor de Morestel, Frontonas, Chamagnieu et Crémieu.

#### *g) La culture*

La communauté de commune souhaite, au-delà des actions menées jusqu'alors, se doter d'une politique culturelle transversale et faisant sens. Ainsi, une vingtaine d'élus municipaux ont participé à 7 réunions de ce comité de travail, animé selon des méthodes de facilitation en intelligence collective par la vice-présidente en charge de la culture, la directrice culture de la collectivité puis le prestataire Ressourcevents.

Ses participants se sont réunis à 7 reprises entre le 1<sup>er</sup> juin 2021 et le 4 avril 2022.

La 1<sup>ère</sup> réunion a été l'occasion de faire part des statuts, de l'offre culturelle existante et du budget engagé par la collectivité. Un débat libre a été mené sur des premières observations et les élus ont réalisé des propositions sur l'offre culturelle qui pourrait être envisagée d'un point de vue communautaire :

- Faire de notre territoire un lieu pour accueillir, produire, accompagner
- Rendre la culture plus accessible, visible et itinérante.

Le 2<sup>ème</sup> temps de travail a été dédié au développement culturel, le comité de travail s'est réuni dans la salle Ninon Vallin à Montalieu. Après un retour sur les festivals et les projets à venir dans le cadre de « Faites des Arts », il a été proposé aux élus de travailler sur deux thématiques :

- Vers une nouvelle forme de programmation
- Valoriser l'Enseignement Artistique et Culturel (EAC).

Le comité a été divisé en trois groupes pour faciliter les échanges et les remontées de propositions. Cela a permis de prioriser des thèmes qui ont été approfondis sur les séances 3 et 4. Ces séances ont été réalisées au Triolet à Tignieu-Jamezieu puis à la salle de la convivialité à St Chef.

Les 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup>, comités de travail ont porté sur les propositions de programmation et tarification du festival Isle en Scène et Solstice de Brangues prenant en compte les orientations politiques émergentes et une continuité de précisions des orientations politiques culturelles à horizon 2030.

Le dernier temps a été l'occasion de finaliser la proposition de feuille de route sur la lecture publique en présence de représentant du département sur cette thématique.

#### *a) Le climat*

Le PCAET constitue un programme clef pour le mandat, ayant des implications dans toutes les compétences de la communauté de communes et pour l'ensemble du territoire. Le comité de travail a accompagné les dernières étapes de sa rédaction, puis sa mise en œuvre. Il a travaillé également sur des projets en lien étroit avec la thématique climatique et énergétique. Son objectif consistait à définir la feuille de route des Balcons pour atteindre les objectifs de réduction des consommations énergétiques, d'émissions de gaz à effet de serre, d'amélioration de la qualité de l'air etc. en cohérence avec les objectifs régionaux ainsi que la mise en œuvre, le suivi des actions et l'assistance aux communes.

5 réunions ont eu lieu. L'une d'entre elle a permis d'organiser un atelier ludique de la fresque du climat, animé par un élu de Frontonas et une citoyenne de Corbelin. Il a permis de sensibiliser les participants, et d'avoir un socle commun de connaissance des enjeux du changement climatique.

Le plan climat a été arrêté en décembre 2021, il sera définitivement arrêté en septembre prochain après avoir consulté les personnes morales associées et la consultation citoyenne organisée.

#### *2. Des comités qui sont au travail*

D'autres comités ont commencé leurs travaux qui aboutiront au cours du cycle à venir fin 2022-2023.

- a) L'agriculture*
- b) Les cycles de l'eau*
- c) La santé*
- d) Stratégie et veille foncière*
- e) Biodiversité*
- f) Stratégie patrimoniale*
- g) Habitat, logement*
- h) Les finances locales*

#### *3. Des comités qui se lanceront fin 2022, riches des orientations précédemment adoptées*

- a) Stratégie et veille foncière*
- b) Observation territoriale*
- c) Biodiversité*
- d) Emploi et insertion*
- e) ...*



#### 4. D'autres sujets qui devront être traités

- a) *Quelles orientations pour le déploiement des énergies renouvelables ?*
- b) *Observation territoriale, opportunité de la création d'un indice Balcons du Dauphiné ?*
- c) ...

#### 5. Un comité dont les travaux ont été réorientés

Celui traitant de la tarification a été réorienté. Les principes suivants ont été posés en bureau :

- Harmonisation de la politique de tarification et déclinaison dans l'ensemble des secteurs tarifés de la communauté de communes.
- La politique de tarification des Balcons permette l'égalité d'accès.

Plus globalement la tarification doit évoluer afin de prendre en compte les principes du socle.

#### 6. La commission transversale qui recommande

La commission transversale se réunit chaque mois pour formuler des préconisations sur les propositions réalisées avant transmission au bureau puis au communautaire. Lors de sa 1<sup>ère</sup> rencontre chaque collègue s'est accordé sur une grille de lecture pour questionner les propositions qui lui sont soumises.

A titre d'exemple, les propositions du comité de travail services en milieu rural organisées autour de 5 axes ont été présentées à la commission transversale le 10 février 2022. Cette dernière a émis des recommandations en proposant un sixième axe. Le bureau communautaire du 28 février a pris connaissance des orientations dégagées ; il a proposé d'une part que les 6 axes ne présentent pas de priorisation les uns par rapport aux autres car plusieurs thématiques se recoupent et sont liées et, d'autre part, qu'en amont d'un projet de Centre Intercommunal d'Action Sociale (CIAS), il soit mis en place une réflexion sur l'intérêt, la capacité de l'intercommunalité à accompagner les CCAS communaux.



#### E. Des instances qui trouvent leur place

La conférence des maires s'est réunie autour de divers sujets permettant de recueillir la vision des exécutifs locaux.

- Contrat de Relance et de Transition Écologique (CRTE) comme lancement du projet de territoire, 3 juin 2021



- Le CRTE est l'outil de contractualisation entre intercommunalités et l'État, à partir de leur projet de territoire. En 2021 alors que celui des Balcons du Dauphiné est en cours de construction, il est décidé d'utiliser ce cadre pour qu'il serve la dynamique à l'œuvre. Ainsi les projets portés par les communes sont collectés et organisés selon l'objectif poursuivi :
  - Adapter / Anticiper - *Adapter le territoire aux besoins d'aujourd'hui et de demain*
  - Transformer les usages, les pratiques...
  - Préserver les ressources (naturelles, budgétaires...)
  - Accompagner la population, les élus, les institutions, les partenaires
- L'observation socio-démographique et la présentation de la Convention Territoriale Globale (CTG), nouveau cadre de contractualisation de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF), le 1er juillet 2021
  - Depuis 2018, la Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF) sollicite les CAF pour développer sur les territoires de nouvelles conventions de partenariat avec les collectivités : les Conventions Territoriales Globales (CTG) d'une durée de 5 ans. Elles s'appuient sur un diagnostic de territoire pour en définir un projet. L'objectif est de renforcer l'efficacité et la cohérence des actions en direction des habitants par une vision globale et décloisonnée sur les champs de la petite enfance, enfance-jeunesse, l'habitat, l'insertion, le numérique et la vie locale mais aussi santé, culture, emploi/formation...en fonction des signataires de ce nouveau projet.
- Les Balcons du Dauphiné face au défi des déchets : quelles ambitions pour demain ? le 30 septembre 2021
  - Échanges sur les enjeux liés à la gestion, la réduction et le recyclage/réemploi des déchets et les ambitions à fixer pour le territoire : quelles orientations et quelles priorités, pour les habitants comme pour les entreprises ? Intervenants : Bertrand Bohain - délégué général du Cercle national du recyclage et Olivier Castagno - Responsable de pôle déchets AMORCE.
- 30 octobre 2021 : conférence de maires « Les Balcons du Dauphiné face au défi des déchets : quelles ambitions pour demain ? »
- Le 10 novembre 2021 « Quelles orientations en matière de mobilités pour les Balcons du Dauphiné ? »
  - Partage sur les problématiques de mobilités du territoire, les besoins auxquels il convient de répondre et déterminer les ambitions à poursuivre, en lien notamment avec la prise de compétence et en restant vigilant à intégrer les orientations dans une politique de services publics plus globale (services de proximité, numérique...) – Intervenants : Alexandre Magny – Directeur général adjoint du Groupement des Autorités Responsables de Transport (GART), Francis Demoz - Délégué général Laboratoire de la Mobilité inclusive, Isabelle De Waziers - 1<sup>ère</sup> vice-président finances de la communauté de communes Somme Sud-Ouest et 3<sup>ème</sup> vice-président du département de la Somme. Pierre Soulié - Chef de projet mobilité solidaire et accessibilité, Ministère de la Transition Écologique
- Quelles orientations en matière de culture pour les Balcons du Dauphiné ? le 2 décembre 2021
  - Quelles ambitions pour le territoire ? quelles priorités ? pour les habitants ? les acteurs du territoire ? quel place la culture peut-elle amener au développement du territoire et quel rôle la collectivité peut tenir ? avec Didier Bouillot : Journaliste pour France 3, Maire de Succieu, ancien vice-président en charge de la culture, délégué à l'Education Artistique, pilotage du Projet Local Education Artistique et Culturelle ( PLEAC ) de la

Communauté d'Agglomération des Portes de l'Isère (CAPI), MME Jacqueline Broll : directrice du pôle action culturelle et territoriale à la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC), Nicolas Bianco : artiste interprète, compositeur et contrebassiste, directeur artistique.

- Quel développement économique pour les Balcons du Dauphiné, le 3 février 2022
  - Identification des ambitions en termes d'économie, de développement local, d'emploi, de commerces de proximité, etc. pour le territoire : quelles priorités ? Quel type de développement promouvoir/soutenir ? Quelles fragilités à compenser ? avec Jean-Philippe André, dirigeant de Futuris, spécialiste de l'urbanisme économique, du développement économique territorial, du développement d'entreprises, Isabelle Bizouard, maire de Die et 2ème vice-présidente en charge de l'économie au Pays Diois.
- La préservation de la ressource en eau, le 10 mars 2022
  - La préservation de la ressource en eau est un facteur déterminant sinon conditionnant pour le développement des Balcons du Dauphiné : comment anticiper les défis à venir en lien avec le changement climatique et assurer la résilience du territoire (eau potable, agriculture, entreprises, milieux naturels...) ? Jean-Marc Pillot - Responsable du service territorial Rhône rive droite de l'Agence de l'eau, Claude Cholat - Maison François Cholat, Daniel Helle - Coordonnateur général société coopérative d'intérêt collectif « Terres de sources » / Eau du bassin rennais
- Quelle est la place des familles dans le projet de territoire ? le 31 mars 2022
  - Le territoire des balcons est globalement en mouvement positif, il dispose d'un renouvellement de population à la fois très familial, très jeune et vieillissant à la fois. A horizon 2030, quel sera le rôle des familles et quel accompagnement réalise-t-on pour les familles existantes et les nouveaux arrivants ? en présence de madame Florence Duviallard, coprésidente de la fédération régionale nouvelle Aquitaine familles rurales, monsieur Boris Wild, coordonnateur de territoire CAF sur la communauté de communes Entre Bièvre et Rhône et Éric Thery, directeur de l'UDAF SAVOIE : union départementale des associations familiales
- Quelle prise en compte des fragilités et de la vulnérabilité du territoire, le 5 mai 2022.
  - Le diagnostic a permis d'identifier des publics fragiles dont les familles monoparentales, les agriculteurs, les aînés, les invisibles, les agriculteurs, les jeunes..., un territoire qui connaît des inégalités socio-économiques. La conférence a permis d'interroger la prise en compte des publics fragiles du territoire. Différents sujets sont à prendre en considération : le secteur économique, l'emploi, les filières métiers sur notre territoire, l'accès à la santé, l'isolement, la mobilité, adapter les logements, le lien social avec monsieur Penet, vice-président en charge de l'économie locale, le tourisme et l'agriculture communauté du pays voironnais et monsieur Jérôme Guedj, ancien président du conseil départemental de l'Essonne et ancien parlementaire.

Elles ont donné lieu à l'élaboration de questionnaires qui ont été soumis à l'ensemble des communes qui ont ainsi pu se positionner sur les différentes visions qui ont émergé en réunion. L'analyse des retours ont permis de faire émerger les premiers éléments de vision. Ils sont soumis aux membres des comités de travail qui élaborent leurs propositions ou qui croisent les propositions réalisées avec la vision issue des conférences des maires. Le cycle s'est terminé par deux conférences des maires en juin 2022 afin de finaliser le projet de territoire.

### III. Une vision : des politiques publiques pour transformer afin de garantir le développement équilibré du territoire en s'appuyant sur des services de qualité et en préservant les ressources

Les comités de travail ont construit la vision du territoire dans chaque champ d'intervention. Cette vision s'articule avec la vision plus large du socle. C'est le croisement des deux qui permet de décliner le « comment ». Les participants ont dressé dans chaque comité de travail un récit prospectif afin de se projeter, il s'est agit de dresser une version idéalisée de ce, à quoi le territoire pourrait ressembler.

#### A. En 2030, grâce à la politique de développement économique menée par l'intercommunalité, les Balcons du Dauphiné ont...

- Dynamisé le territoire, les villages : l'économie permet d'animer le territoire et génère de la vie dans les communes. Le maintien des activités économiques et commerciales dans les centres-bourgs contribue à la qualité de vie des habitants et à l'attractivité du territoire, notamment pour les nouveaux habitants. Les entreprises de proximité sont des lieux de sociabilité, elles participent à la cohésion du territoire, à sa convivialité. Leur maintien est presque perçu comme un devoir du service public au sens où ces activités produisent un service à la population au même titre que l'accès aux soins, à la culture, au sport, etc.

- Accédé à des biens et des services de qualité sur le territoire : le développement économique permet de générer sur le territoire les produits dont la population a besoin. Les déplacements liés à la consommation et le transport de biens ont été diminués. La consommation locale et les circuits courts encouragent la qualité des produits et une meilleure rétribution des producteurs. Cela concerne tous les secteurs d'activités. Le développement économique favorise l'approvisionnement local de toutes les entreprises et leur collaboration entre elles.

- Choisi son activité professionnelle : emploi, entrepreneuriat, formation. Les habitants peuvent choisir l'activité professionnelle qui leur permettra de générer des revenus. Cela est permis grâce au maintien d'une diversité des emplois et des secteurs d'activités. Les emplois doivent être de qualité, c'est-à-dire avec une pénibilité et une précarité réduites. Ils se concilient avec la vie personnelle et familiale. Les habitants peuvent également créer leur propre emploi en entreprenant et ils peuvent se former sur le territoire ou à proximité. Au-delà de l'aspect financier, l'activité professionnelle est également une façon de s'insérer dans la société. Enfin, les déplacements liés au travail sont réduits, ce qui va dans le sens de la protection de l'environnement et ce qui réduit les coûts et la perte de temps du transport. Les femmes actives sont un public prioritaire en matière d'accès et de choix de leur activité professionnelle.

- Adapté le territoire aux transitions, participer à sa résilience : les entreprises s'impliquent pleinement face aux enjeux des différentes transitions en cours, à commencer par ceux de la décarbonation, de la sobriété énergétique, de l'économie circulaire. Elles sont source d'innovation et de progrès technologique et social. Elles accompagnent également l'évolution de la société, des familles et des modes de vie. Enfin, une économie diversifiée comme celle des Balcons du Dauphiné permet de résister aux crises.

- Générer des ressources financières pour le territoire, notamment par la fiscalité.

#### B. En 2030, grâce à la politique de développement touristique, les Balcons du Dauphiné sont....

- une destination touristique reconnue et à l'identité marquée

Le territoire est enfin une destination touristique de court-séjour pour les visiteurs provenant des agglomérations voisines et des alentours. Son identité s'est affirmée autour de la pratique du vélo et de son offre en matière de patrimoine et de nature. C'est un tourisme durable qui s'est développé. L'image du nord Isère a changé. Désormais les atouts des Balcons du Dauphiné rayonnent et participent à l'attractivité du territoire. Les habitants se sentent appartenir à leur territoire et sont fiers d'y habiter.

- un territoire fédéré autour d'un projet touristique collectif

Le projet touristique a fédéré les acteurs du tourisme entre eux et avec la collectivité. Des coopérations sont également à l'œuvre avec les autres acteurs de l'économie de proximité. C'est un projet partagé

et transversal. Il contribue à souder le territoire. Les initiatives animées par l'intérêt collectif se sont multipliées et la solidarité s'est développée.

- un territoire où le tourisme est facteur de développement local

Les actions en faveur du tourisme animent le territoire, les communes et participent à la qualité de vie. Les habitants sont les premiers à en profiter. Ils connaissent leur territoire et utilisent les sites et équipements touristiques pour leurs loisirs. Le tourisme génère de l'activité économique, des emplois et des revenus pour la population et l'économie locales. Le tourisme est un secteur d'activités important et bénéfique pour le territoire car il contribue aussi l'amélioration du cadre de vie.

En outre, en 2030, grâce à la politique des véloroutes

« En 2030, grâce à la politique de mise en tourisme des vélo-routes du territoire, les Balcons du Dauphiné sont devenus une référence en matière de destination vélo.

Le réseau cyclable est le plus beau de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Le maillage interne est abouti et permet de relier les communes entre elles. C'est d'abord la jonction ouest entre la ViaRhôna et la voie verte qui a été assurée, puis un ensemble d'itinéraires cyclables secondaires. Ce maillage facilite l'accès à l'économie locale et au patrimoine. Il est fédérateur du territoire. Il rassemble différents acteurs (publics, privés, divers secteurs d'activités) et il connecte les bassins de vie entre eux.

Ce réseau permet au territoire de s'ouvrir vers l'extérieur car il est connecté aux itinéraires cyclo d'envergure nationale. De nombreux loueurs de vélos facilitent la venue des cyclotouristes. Une liaison avec la gare de Lyon St-Exupéry permet aussi aux cyclistes de venir sur le territoire en TGV, voire en avion ! La multimodalité sur le territoire est enfin possible.

L'infrastructure des itinéraires cyclables est particulièrement qualitative ce qui la rend accueillante, agréable à parcourir et sécurisée. Le territoire dispose d'une véritable autoroute du vélo avec des voies goudronnées, sécurisées et éclairées. La prise en compte du changement climatique a encouragé la collectivité à ombrager ces itinéraires. De plus, tous les points dangereux ont été aménagés, à commencer par la traversée du pont de Lagnieu. La ViaRhôna et la voie verte ne traversent plus de départementale. Les automobilistes sont sensibilisés au partage de la route et sont civiques avec les cyclistes.

Les équipements le long de ces itinéraires cyclables permettent d'alimenter la vie locale. Chaque commune traversée par la ViaRhôna et la voie verte dispose d'une gare cycliste comportant du mobilier propice aux pauses, une bagagerie, un point d'eau, des toilettes, une borne de recharge électrique. L'activité économique de proximité se développe grâce aux itinéraires cyclables. Des hébergeurs, restaurateurs, activités de loisirs proposent des services adaptés aux cyclistes. Ils sont labellisés Accueil vélo. L'offre de service est structurée. Au grand bonheur de la population locale qui profite elle aussi de cette offre.

Par ses équipements accueillants et la vie économique qu'elles génèrent, la ViaRhôna et la voie verte sont devenus des lieux de vie. Les familles se plaisent à les parcourir. Des animations populaires sont organisées et rendent ces espaces joyeux. Des activités de découverte du territoire y sont proposées.

Grâce à la mise en tourisme des vélo-routes, les Balcons du Dauphiné sont devenus un territoire où le vélo est un mode de vie. Il est le principal moyen de locomotion, y compris pour les déplacements professionnels.

Ainsi, la ViaRhôna, la voie verte et l'ensemble du réseau cyclable secondaire sont des équipements touristiques qui bénéficient aussi à la population locale et à l'ensemble du territoire. Les Balcons du Dauphiné sont un territoire de vélo, c'est un marqueur identitaire majeur. Le marketing touristique renforce cet atout par une communication décalée et mémorable ! »

### C. En 2030, grâce à la politique des services en milieu rural, les Balcons du Dauphiné ont...

Développé un service au public, rural, de qualité, visible et équitable.

L'enjeu de développer la communication entre communes et intercommunalité a été mesuré. En effet, les services publics, ont été mis en visibilité grâce au travail de coopération avec les communes et leurs CCAS. Des outils de communication ont été construits comme support afin de faciliter l'identification des services et des acteurs tant sur le plan communal, intercommunal, qu'institutionnel. Le schéma directeur numérique et informatique des Balcons porte également cet objectif (via un outil tel qu'un « portail » informatique commun). La communauté de communes transmet mensuellement des informations synthétiques aux communes afin qu'elles relayent directement les informations aux

usagers. Des outils communs de communication pour les usagers sont en place : un kit du nouvel arrivant, mise en réseau des informations sur les panneaux pocket, les réseaux sociaux.

La commune a été confortée dans son rôle de premier maillon de proximité et d'information pour la population. Pour faciliter le travail d'accueil des agents communaux, un réseau d'échanges avec les services communautaires a été mis en place. Les agents communaux et intercommunaux se réunissent mensuellement et organisent des temps de formation afin de mettre en place une charte d'accueil des usagers, analyser leur pratique et s'informer. Les agents sont en capacité de réaliser un diagnostic de l'utilisateur et faciliter ainsi la réponse aux habitants : orientations adaptées, facilitation numérique.

Ce travail de coopération fait écho au travail de mutualisation porté par les communes et l'intercommunalité.

Néanmoins l'accessibilité aux services est une composante essentielle sur un territoire vaste comme celui des Balcons du Dauphiné, la mobilité est un enjeu fort de celle-ci.

Les actions travaillées dans le cadre de la politique mobilité offrent des solutions alternatives aux habitants ; les services communautaires, tel que celui proposé par les agents France Services, ont développé une itinérance permettant d'être au plus près des habitants et sont présents sur les polarités du territoire. Les services sont accessibles par voie cyclables et transports collectifs.

La préservation du contact humain, le besoin d'accompagnement des populations fragilisées reste une priorité. Une attention particulière est toujours portée aux publics les plus fragiles, pour limiter les risques de rupture en matière numérique, en favorisant l'acculturation numérique pour faciliter l'accès aux nouvelles formes du service public. Un travail de partenariat avec les CCAS, le département, les dispositifs d'insertion, les services des Balcons sont un atout majeur pour le territoire ; la collaboration permet d'identifier les personnes en difficulté, de les orienter et de les accompagner sur les services pertinents.

Dans cet esprit de lien social, les 2 tiers-lieux sur Villemoirieu et Morestel offrent des espaces axés sur la convivialité, l'attractivité, la flexibilité, la personnalisation de l'accueil.

Ces espaces ont vocation à faciliter la rencontre entre des acteurs hétérogènes, à être des lieux ressources. Une gouvernance partagée est mise en place avec les acteurs du territoire : associations, les entreprises, les communes...

Les co-workers y trouvent des espaces de travail partagé et collaboratif pour travailler autrement.

Des publics d'horizons divers s'y croisent autour d'animations et d'événements variés.

Une attention particulière est apportée au ciblage des publics « invisibles » et fragilisés afin de s'adresser à TOUS les citoyens.

Une mise en réseau des acteurs « facilitateurs de lien social » (tiers-lieux, café citoyens, parentalité...) est en place afin d'animer l'ensemble du territoire.

Dans cette même dynamique, la communauté de communes a mené une réflexion avec les CCAS communaux afin de préciser la capacité des Balcons à accompagner les politiques sociales.

In fine, le tissage de ces actions a ainsi permis de développer une offre de services pertinente à destination de l'ensemble des habitants. Les nouveaux arrivants trouvent également un accueil global de proximité leur permettant d'obtenir une réponse à l'ensemble de leur questionnement : m'orienter vers le relais petite enfance adéquat, me faire aider dans les démarches institutionnelles à réaliser lors de mon installation (changements d'adresse de mon certificat d'immatriculation, pour mon dossier d'assurance maladie, comment m'inscrire à Pôle Emploi ... ), être renseigné sur les demandes de logement public ou pour trouver les services des eaux, acheter une carte de transport scolaire...

Les agents d'accueil communaux tout autant que ceux de l'intercommunalité assurent l'interface souhaitée par les élus.

#### D. En 2030, grâce à la politique des mobilités, les Balcons du Dauphiné sont...

Ce premier lundi de printemps 2030 à Moras, la famille Lauze se prépare comme d'habitude pour une journée active. Comme chaque début de semaine, ça va être un peu la course pour Jean, père de famille de 45 ans, qui élève seul ses deux enfants de 6 et 15 ans, Théo et Flore. La course oui, mais pas la course d'obstacles fort heureusement. Depuis plusieurs années maintenant, la communauté de



communes des Balcons du Dauphiné a pris à bras le corps la compétence mobilité et a tout fait pour rendre la vie des habitants plus simple, avec une panoplie de services adaptée à la nature périurbaine du territoire.

Se déplacer n'a jamais été aussi facile et d'ailleurs Flore tend à s'émanciper un peu trop rapidement. Sans prendre la peine de prévenir, le dimanche précédent, elle est partie voir sa grand-mère Josette habitant à Bouvesse-Quirieu en appelant un Bal'coBus, des navettes coopératives à hydrogène basées sur un système d'économie sociale et solidaire, fonctionnant partout et 24/24. La réservation se fait en un clin d'œil, il suffit de se rendre sur la plate-forme internet « Mobibalcons » où une multitude d'offres est recensée : du covoiturage au pédibus de l'école ! Il faut dire aussi que Josette, du haut de ses 80 ans, a pu rester vivre au village grâce aux multiples solutions alternatives à l'isolement offertes par l'intercommunalité : épicerie mobile, Espace France Service nomade, sans compter les formations aux nouvelles technologies qui ont fait d'elle la reine du websurfing ! D'ailleurs, les Balcons ont été remarqués l'an passé en France comme étant le premier territoire rural avec une population 100 % fibrée.

Cela fait des sujets de discussion lors des promenades en vélo électrique que Josette adore faire avec Théo, lorsqu'elle le garde le mercredi, sur les multiples pistes cyclables sécurisées développées sur le territoire ! Plus un seul village n'a pas sa boucle et toutes sont interconnectées : plus de 1 000 km en tout ! Bien pratique pour Jean cette mamie, lui qui vient de trouver un nouveau travail dans une entreprise de Saint Chef après une période de chômage. Sans permis ni voiture, il redoutait de devoir déménager mais le plan de déplacements inter-entreprise du territoire met en réseau les employés et propose des solutions de covoiturages pratiques, souples et attractives ! En même temps le prix du carburant à 3 €/litre a boosté ces nouvelles habitudes et toutes les communes ont leur parking de covoiturage ! Les mentalités ont complètement changé, et l'important travail de communication et de sensibilisation des habitants y a contribué, au travers de nombreux événements éducatifs et festifs notamment. Après le flight shaming des années 2020, on est désormais dans le "car shaming" : plus question de prendre sa voiture pour poser les enfants à l'école ou aller chercher la baguette de pain. D'ailleurs si urgence, on peut toujours emprunter l'un des nombreux scooters électriques en « scooter'partage » mis à disposition devant chaque mairie : pourquoi posséder quand on a juste besoin d'utiliser ? Allez, c'est parti pour la journée. Théo est déjà en route pour l'école en trottinette avec les copains du quartier. Flore attend à l'arrêt d'auto-stop organisé un habitant de Panossas qui l'amène à Bourgoin-Jallieu pour cette semaine de stage qui commence. Jean, lui, a posé un jour de congés pour accompagner sa maman qui doit faire des examens de santé sur Lyon. Ils vont se rendre à Crémieu prendre le tramway qui permet de rejoindre la Part-Dieu en seulement 45 minutes sans stress et sans production de CO2. Le début d'une habitude : la semaine passée Jean s'en était servi pour aller voir un concert de The Week-End à la halle Tony Garnier.

## E. En 2030, grâce à la politique déchets, les Balcons du Dauphiné sont...

Nous sommes le 1<sup>er</sup> janvier 2031, un lendemain de réveillon fêté dignement par la famille Lauze après une semaine où comme chaque année le temps a filé à toute vitesse depuis Noël ! Pour ajouter du piquant, il a fallu que le lave-vaisselle tombe en panne hier, quelle veine, ce n'est pas comme s'il y avait 20 personnes à table. Qu'à cela ne tienne Jean prend son téléphone et appelle le numéro vert de « Balcons'Recup ». Comme d'habitude en moins de 5 minutes, on lui propose de lui livrer sous 48h un nouveau lave-vaisselle reconditionné à un prix imbattable, (toujours sous la franchise de l'assurance et garanti 2 ans), et de reprendre l'ancien en échange. Cerise sur le gâteau, cela soutient l'emploi local avec une cinquantaine de postes en insertion créés ces dernières années dans les recycleries qui maillent le territoire. Tout y passe, du sèche-cheveux au réfrigérateur, du barbecue électrique au téléphone portable... Aujourd'hui, avec l'attrait économique, la facilité et les gros efforts de sensibilisation faits par le territoire, d'aucun ferait presque tomber volontairement son matériel en panne pour revendiquer d'être exemplaire.

Les grandes surfaces et les magasins du territoire, par le biais d'une charte locale d'engagement, font tout pour réduire à la source les déchets. Par exemple, tous les produits sans emballages ou en vrac sont 20% moins chers, l'impact carbone des produits qui ne sont pas en circuits courts est identifié, la consigne est revenue pour le verre et même pour le carton et les cannettes... Avec tout ça, plus le composteur collectif installé dans chaque quartier par le Syclum, les poubelles ne débordent pas plus qu'un jour normal même en cette période de l'année, et même plus besoin d'aller à la déchetterie malgré tous les cadeaux offerts une fois de plus à Théo et Flore. Il faut dire aussi que les nouvelles règles du jeu ont aussi amené les plus récalcitrants à se sentir des ailes d'écologistes pousser dans le dos. La tarification incitative des ordures ménagères nous a tous conduits à voir dans le pot de yaourt vide ou



les épluchures de pommes, jetés à la poubelle autant de centimes perdus, ça change la donne... Les ordures ménagères ont été réduites de moitié en quelques années seulement avec tous ces efforts.

Les ordures ménagères ont été réduites de moitié en quelques années seulement grâce aux efforts de tous grâce notamment à la démarche d'écologie industrielle et territoriale menée avec les entreprises. De nombreuses filières de réemploi sont identifiées sur le secteur pour évacuer leurs déchets, voir pour en tirer une valorisation économique : les rebus des uns font le bonheur des autres. Exemple : les boues des stations d'épuration sont valorisées dans des méthaniseurs avec d'autres déchets verts, avant d'être épandues comme engrais dans les champs. Les véhicules de l'intercommunalité roulent même désormais grâce à ce gaz vert. Côté recherche et développement ce n'est que le début, l'écopôle du territoire poursuit son essor autour de l'usine de tri et de valorisation installé en 2028, l'objectif annoncé d'un territoire zéro déchets/zéro incinération/zéro enfouissement à l'horizon 2035 paraît tout d'un coup atteignable.

## F. En 2030, grâce à la politique petite enfance et enfance, les Balcons du Dauphiné sont...

Ambitieux et innovants pour les enfants du territoire qui intègre un accompagnement des familles pour concilier les différents temps du quotidien. L'objectif est de faciliter les parcours des familles au travers des différents temps de vie de leurs enfants : depuis devenir parent à accompagner son adolescent sur le territoire.

L'ambition est de donner aux enfants des Balcons les clés pour grandir sereinement et acquérir ce qui les aidera à devenir des citoyen-nes, émancipé-es et solidaires du monde qui les entoure. Pour commencer à illustrer cette ambition, prenons la situation de madame Dupont, en janvier 2030 : suite à un divorce, elle vient d'emménager sur le territoire avec ses 3 enfants : Léa 1 an, Paul 6 ans ayant des besoins spécifiques, se déplaçant en fauteuil roulant et Gabriel 11 ans.

Une fois l'installation finie, la principale préoccupation de madame Dupont concerne les modes de garde pour ses 3 enfants.

Elle se présente en mairie pour trouver de l'information. Madame Dupont souhaite des renseignements pour :

- l'accueil de Léa en crèche,
- l'accueil de Paul et Gabriel pour les temps de restauration scolaires et périscolaires, les mercredis et les vacances scolaires.

L'agent d'accueil communal renseigne la mère de famille et la dirige vers la borne numérique « Balcons », où l'on trouve toutes les informations petite enfance/enfance de la commune et aussi de la communauté de communes, les propositions des partenaires pour le sport et les cours de peinture avec la possibilité d'inscrire directement ses enfants à la crèche, à l'école et pour les activités de loisirs via un portail famille commun à tous les services. Si elle a des questions l'agent la renseigne, et se rapproche de l'intercommunalité pour obtenir des renseignements plus précis pour l'accueil de loisirs pour Paul.

La demande de mode d'accueil effectuée sur le portail internet, madame Dupont est contactée par une animatrice de RPE. Celle-ci va lui donner un maximum d'informations pour la guider dans sa recherche, la renseigner sur les modes d'accueil existants sur le territoire, les démarches à effectuer, etc.

Madame Dupont vivant seule avec ses enfants, et souhaitant retrouver du travail, elle peut prétendre à une place à vocation d'insertion professionnelle. Madame Dupont constitue un dossier, qui est accepté à la commission intercommunale d'attribution des places.

Léa est accueillie au sein de la nouvelle crèche des Avenières Veyrins-Thuellin. L'établissement est tout neuf. Un accompagnement au retour à l'emploi de madame Dupont est affiné avec pôle emploi. La proximité des services du pôle des Avenières facilitera les démarches, prises en charges diverses de la famille Dupont (lieu d'accueil enfant parent, maison de santé, centre social, etc.). Le lien avec les associations et l'école est réel et permet une continuité d'accueil.

La crèche dispose d'un écolabel : le matériel choisi est peu polluant et les procédures d'entretien des locaux garantissent une qualité pour l'environnement et la santé de petits et grands.

Les enfants passent beaucoup de temps à l'extérieur : tout est prévu pour passer la journée dehors pour répondre aux besoins de chacun en toute sécurité et à l'air libre. Il y a même un jardin pédagogique

et un petit poulailler : tout est étudié pour expérimenter et montrer aux familles que nous pouvons cultiver nous-même et limiter nos déchets.

Les artistes et artisans locaux peuvent venir à la crèche facilement. Il y a même des musiciens qui interviennent régulièrement pour faciliter l'éveil musical des enfants. Les portes de la médiathèque sont ouvertes à la crèche, ce qui donne des idées aux parents...

Les professionnels de la petite enfance sont formés et partagent leurs expériences au profit des enfants accueillis. Ainsi, l'auxiliaire de puériculture de la crèche voisine pourra proposer des séances de yoga aux enfants accueillis dans la crèche de Léa.

Chaque année, les plus grands se déplacent pour découvrir une partie du territoire, parfois avec les assistants maternels du relais petite enfance voisin.

Paul et Gabriel sont accueillis au sein de l'école communale. Ce midi, ils mangeront au restaurant scolaire dont les repas sont préparés et livrés par la cuisine centrale intercommunale, ils pourront bénéficier de produits bio et locaux suite aux études et travaux du plan alimentaire territorial.

La cuisine centrale pourra fournir les repas des crèches et centres de loisirs.

Ils seront sensibilisés au compostage, au gaspillage alimentaire, effectueront le tri des déchets et Léa pourra même nourrir les quelques animaux de sa crèche certifiée eco label ! Il s'agira de faire le lien avec les producteurs locaux du territoire, fournir des repas issus de produits frais, de saisons pour arriver à 80% de produits frais dans les assiettes des enfants.

Le soir, après l'école, ils seront accueillis par des agents communaux dans le cadre de la garderie périscolaire pour de l'aide aux devoirs ou la pratique d'activités sportives, manuelles, artistiques...

Paul et Gabriel seront encadrés par des agents formés et diplômés, qu'ils retrouveront probablement lors des temps extrascolaires en centre de loisirs.

Ce résultat est le fruit du travail de réflexion d'un Projet Éducatif De Territoire Intercommunal (**PEDTI**) pour la labélisation du « plan mercredi » ayant pour objectif principal de développer la coéducation et les pratiques des différents acteurs entourant les différents temps de vie de l'enfant (scolaire, périscolaire, extrascolaire) et ainsi renforce la collaboration entre communes, communauté de communes et associations.

Le mercredi et durant les vacances scolaires, Paul et Gabriel seront accueillis au sein d'un centre de loisirs intercommunal. Paul est suivi et accompagné par des animateurs formés à l'accueil d'enfants à besoins spécifiques, il peut suivre et participer aux activités quotidiennes du centre de loisirs, il aura également la possibilité de participer à des séjours « hors des murs ».

Pour se rendre dans les structures petite enfance-enfance, la famille Dupont pourra se déplacer en vélo en utilisant la via rhôna ou la voie verte. En cas de contrainte particulière, le ramassage en transport collectif sera prévu pour relier la commune de la famille Dupont au centre de loisir intercommunal.

Le vélo sera l'atout numéro un pour pouvoir se déplacer lors de sorties, de séjours. Limiter les transports en bus et les trajets longue durée. Une attention particulière sera apportée à Paul pour lui faciliter ses temps de trajet en équipant nos équipes d'animation de vélo cargo.

Les enfants de la famille Dupont pourront bénéficier d'un panel d'activités ayant pour objectif commun de protéger la nature et l'environnement et de contribuer aux citoyens de demain.

Paul et Gabriel pourront participer au conseil municipal ou intercommunal de jeunes, donner leurs avis, débattre et faire des propositions auprès d'élus locaux et communautaires.

Paul et Gabriel seront impliqués dans leurs choix de loisirs, ils seront acteurs de leurs temps extrascolaires en proposant des activités.

Gabriel entrant au collège aura bénéficié des activités proposées en centre de loisirs puis pourra bénéficier des actions en direction de la jeunesse communale et intercommunale et ainsi bénéficier d'activités sportives, culturelles, artistiques adaptées à son âge. Le lien entre l'enfance et l'adolescence sera accentué par le travail en collaboration des différents partenaires qui entourent le jeune.

## G. En 2030, grâce à la politique culture, les Balcons du Dauphiné sont...

La communauté de communes des Balcons du Dauphiné souhaite tendre vers un accès de tous à une offre de diffusion culturelle au titre de la rencontre avec les œuvres et de pratique artistique et culturelle tout au long de l'année.

Cette ambition doit servir à poser le cadre d'une offre cohérente et d'un programme d'actions pluriannuel en concertation avec les communes afin de toucher les différents publics sur l'ensemble du territoire tout en laissant la porte ouverte à des initiatives répondant aux trois axes structurants.

- 1 Favoriser la médiation culturelle et l'EAC
- 2 Favoriser la diffusion artistique et le soutien à la création
- 3 Garantir l'égalité d'accès à la lecture publique
- 4 Favoriser la communication et la mise en réseau de l'offre culturelle locale

La communauté de communes doit définir le cadre d'un pilotage concerté, durable, et se doter d'une démarche réfléchie en s'ouvrant « aux cultures » et en mettant en place les indicateurs de suivi pour évaluer sa démarche et son possible renouvellement. La vision qu'elle souhaite porter se veut devenir un "territoire de culture" estimant que les balcons peuvent devenir un laboratoire d'innovation dans le secteur culturel valorisant le "faire avec" plutôt que seulement le "faire pour" et de tisser le cadre d'une participation des habitants qui distingue trois composantes : prendre part, apporter sa part et recevoir sa part.

A l'horizon 2030, la culture doit être le socle sur lequel des politiques de développement peuvent s'arrimer. Cette ambition place l'humain et l'utilité sociale au cœur du développement. Elle devra se nourrir des données démographiques et sociologiques en constante évolution dont les fondements sur la réduction des inégalités, l'émancipation des individus et leurs capacités à s'ouvrir et à comprendre le monde. L'ambition de cette vision place la culture au cœur de l'attractivité et de l'habitabilité du territoire. Dans un contexte de socialisation progressive de l'économie, de mobilité croissante des individus, d'émergence d'une société du temps libre, et du développement du numérique, la culture doit être un maillon important pour proposer de nouvelles formes d'organisation, de nouvelles façons de produire du savoir, de nouvelles façons de se rencontrer et de communiquer. Il faut aussi prendre en compte une économie sociale et solidaire qui se fonde sur l'envie d'agir des habitants et des acteurs locaux favorisant la dynamique locale tout en préservant une forme d'ouverture sur le monde.

La multifonctionnalité des espaces ruraux, les formes héritées comme la valorisation du patrimoine, le dynamisme associatif, le renouveau démographique rural contribuent au foisonnement culturel rural. C'est ce qui doit nous pousser aujourd'hui à repenser l'affirmation de lieux et de formes de diffusion et de pratiques caractéristiques des espaces ruraux. La faible densité démographique, l'absence d'équipement sont souvent compensées par la polyvalence des lieux, l'itinérance et peuvent donner naissance à des formes culturelles particulières. Au-delà d'une forme d'inconfort, cette perception doit nous permettre de construire de nouvelles formes de convivialité, d'échanges sur un mode plus humain et d'émancipation des individus.

En d'autres termes, se projeter vers une identité culturelle qui incarne le territoire et qui repense son évolution à 10 ans, c'est se donner les moyens de construire les étapes et de poser les actions permettant d'atteindre un objectif tout en se laissant l'opportunité de laisser la porte ouverte à des évolutions, des retours et à de nouvelles initiatives.

Ces actions doivent s'appuyer sur les ressources locales, dans un choix collectif bien pensé et pour cela il est nécessaire de planifier, d'affecter les moyens humains et de poser le cadre financier. D'une façon corollaire, pour organiser ces actions, comme autant d'expérimentations, il faudra identifier si nécessaire les porteurs de projet, les acteurs, les partenariats à construire, la temporalité des actions, leurs indicateurs afin de se donner les moyens de l'évaluation.

## IV. Une observation pour comprendre le territoire

Chaque orientation de politique publique s'est appuyée sur un diagnostic et/ou état des lieux, progressivement la connaissance est de plus en plus précise et dépasse les seules constations. Ainsi, une observation a été conduite concernant l'offre de services (A) et plus particulièrement à destination des enfants (B) et en matière de culture (C), santé (D), mobilité et numérique (E), économie (F) et tourisme (G).

### A. Les services

Un accès aux services de proximité, publics comme privés, qui se fragilise et s'éloigne. De plus, le territoire présente des situations hétérogènes :

- 5 des 6 polarités du territoire ont une gamme d'équipements assez complète (collège, médecins, opticiens, supermarchés...). La commune de Saint-Chef ne présente pas le même niveau d'équipement.
- 20 communes présentent un niveau d'équipement dit de proximité (école, boulangerie...).
- Les communes du plateau de l'Isle Crémieu sont moins dotées.

Toutefois il apparaît que la distance en temps des principaux équipements est limitée et 46 communes y accèdent en moins de 15 minutes. De même en termes de commerces, il est constaté une offre alimentaire modérée quantitativement, qui est partiellement compensée par une offre qualitativement développée, pour un territoire à dominante rurale avec la présence de quelques enseignes en équipement de la personne, de la maison ou culture-loisirs. Le tissu de petits centres-bourgs en matière de commerces de proximité (alimentaire, hygiène-santé-beauté, bar-tabac-presse...) répond globalement aux besoins des populations locales. Par contre l'offre alimentaire de base reste fragile, en effet l'offre alimentaire alternative (tournées, ventes directes) reste limitée et beaucoup de communes n'ont plus qu'un commerce alimentaire ou un dernier café restaurant.

## B. Les enfants

Pour accompagner les familles, l'institution propose actuellement neuf accueils de loisirs (accueillant 24 à 128 enfants selon les secteurs géographiques), 9 crèches, 1 micro-crèche, 1 halte-garderie itinérante, 8 Relais Petite Enfance (RPE). 2 crèches et 1 RPE sont en Délégation de Service Public (DSP). Au total, l'accueil collectif public représente un volume de 255 places, et l'accueil individuel est assuré par plus de 520 assistant(e)s maternel(le)s, dont le nombre a tendance à diminuer comme sur le plan national. Pour compléter l'offre d'accueil de jeunes enfants sur le territoire, une dizaine de micro-crèches privées se sont développées. Il convient de rester vigilant quant à la baisse du nombre d'assistant(e)s maternel(le)s d'une part, qui pourrait mettre en difficulté la capacité du territoire à proposer des solutions de gardes pour les enfants, ainsi qu'au développement des micro-crèches d'autre part, dont la qualité de d'accueil et les programmes pédagogiques doivent s'inscrire en cohérence avec les exigences de qualité promues par les Balcons.

L'accès à la culture ou au savoir nager figurent aussi parmi les engagements de l'intercommunalité en faveur des plus jeunes. S'agissant du domaine culturel, la collectivité favorise l'accès des scolaires (élèves des classes de cycle 2 et 3) à une pratique artistique et permet la découverte de spectacles : actions de médiation culturelle, éveil et l'apprentissage musical... Côté apprentissage de la natation, le transport des scolaires de second cycle est assuré vers les piscines, avec régulièrement une problématique concernant de temps d'accès.



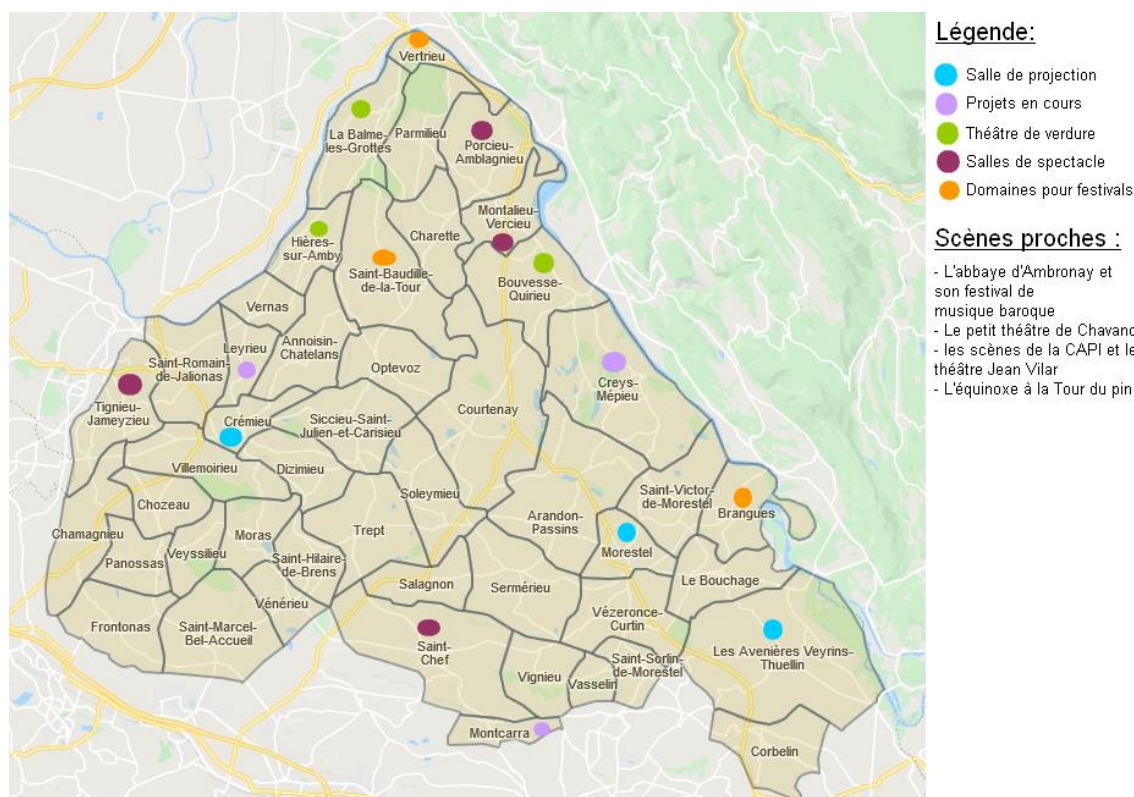
## C. La culture

- État des lieux du territoire en termes d'offre culturelle :



La collectivité est fortement impliquée dans l'essor de l'Éducation Artistique et Culturelle (EAC) sur son territoire qu'il s'agisse des dispositifs « Faites des Arts » et « Musique à l'école », ou par le biais des projets d'actions culturelles en lien avec la résidence d'artistes.

### Équipements et lieux de diffusion



Le territoire bénéficie de nombreux lieux de diffusion qui se prêtent à l'accueil d'événements culturels. Il y a une bonne répartition des infrastructures sur l'ensemble du territoire mais avec une absence prononcée sur le centre du territoire.

La quasi-totalité des 47 communes dispose d'une salle des fêtes, et de nombreux Espaces Naturels Sensibles (ENS) et sites patrimoniaux remarquables sont recensés qui permettent d'envisager l'accueil de spectacles en plein air.

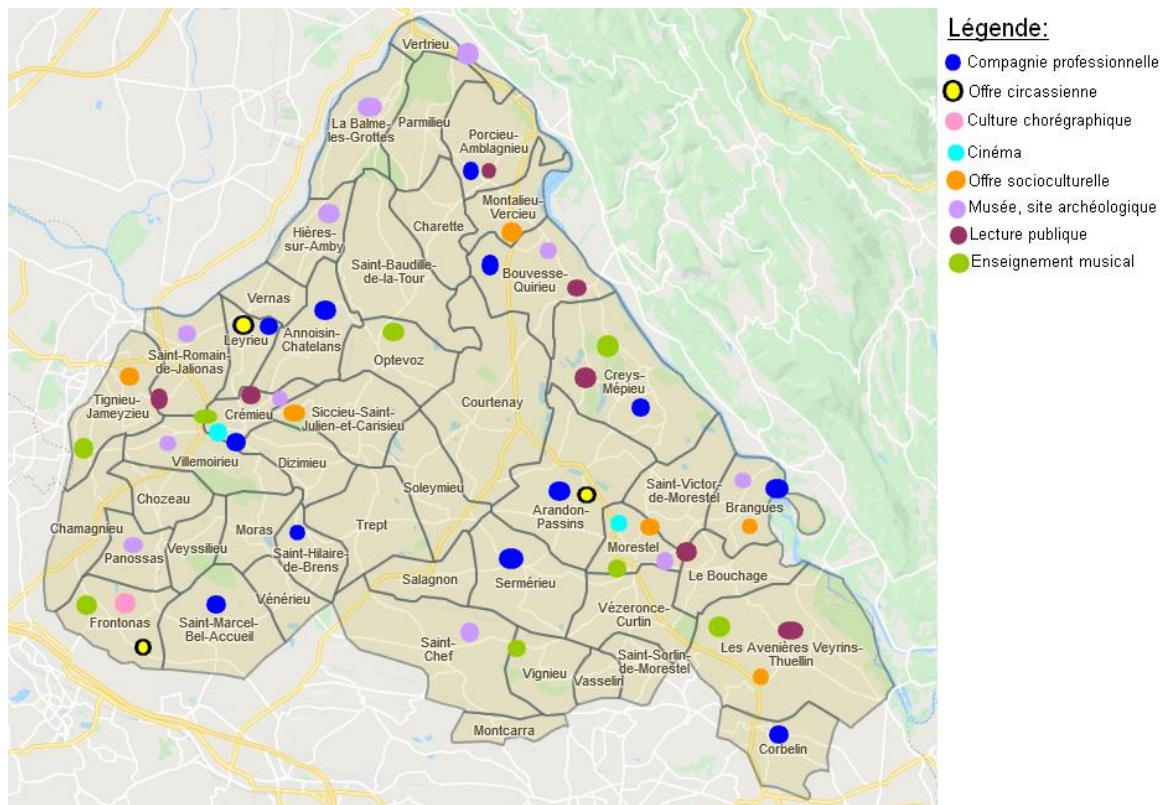
Si certaines salles sont dotées d'équipements, elles restent cependant contraintes dans leurs conditions d'accueil technique. Un des enjeux pour accompagner la question du développement culturel est l'accompagnement du territoire en matériel technique. La mutualisation entre les institutions est envisagée.

### Un territoire riche et varié en offre culturelle mais peu visible

Il existe sur le territoire plusieurs événements culturels portés par l'intercommunalité, des associations, des artistes ou les communes. Ainsi les rendez-vous culturels sont multiples. A ce jour, l'outil Happydays sur le site Tous aux Balcons de l'EPIC permet aux acteurs culturels d'inscrire au fur et à mesure leurs événements en ligne.

L'offre culturelle sur le territoire est riche et forte dans sa dynamique, son ancrage territorial, son potentiel de créativité, et dans sa diversité. L'offre culturelle est portée également par les artistes photographes, peintres, artisans (avec une forte présence notamment de potiers sur le territoire), sculpteurs, plasticiens, musiciens. Certaines communes organisent des salons des arts et des expositions photographiques locales.

Répartition de l'Offre culturelle existante



Il existe un réseau culturel conséquent réparti de manière notoire autour des bourgs centres. On observe sur cette carte une absence d'infrastructures sur les plus petites communes avec une offre limitée au cœur des Balcons et au sud du territoire mais une présence prononcée et assez bien répartie de l'enseignement musical et des structures patrimoniales. Il existe un réseau de médiathèques et des structures socio-culturelles principalement ancré autour des Avenières Veyrins-Thuellin Crémieu, Tignieu et Montalieu-Vercieu.

Concernant la place de la culture à l'image et à la culture chorégraphique, elle est limitée.

L'offre circassienne est concentrée sur Leyrieu, avec la possibilité de se déployer et de rayonner hors territoire.

#### D. La santé

Concernant les offres de santé, il existe 3 maisons de santé pluridisciplinaire labélisées et 15 pharmacies. Il est comptabilisé 43 médecins généralistes en activité régulière. La densité médicale en France est de 8,6 médecins généralistes libéraux pour 10 000 habitants. Sur le territoire, la densité médicale est évaluée à 5,6 médecins généralistes pour 10 000 habitants. 30% des médecins, soient 13 médecins, ont moins de 40 ans et 28 % ont plus de 60 ans. La moyenne nationale est de 23 % pour les moins de 40 ans et 32 % pour les plus de 60 ans. La population, croissant, cela augmente, de fait, le nombre de patients et notamment les patients de plus de 70 ans en lien avec le vieillissement de la population. Certains patients se retrouvent sans médecin traitant. Les médecins actuellement installés n'ont pas la capacité de couvrir toute la patientèle.

Alors que le nombre de médecins baisse fortement, l'accès aux soins pour tous et partout sur le territoire est plus que jamais au cœur des préoccupations des communes. Beaucoup de praticiens arrivent aujourd'hui à l'âge de la retraite et les nouvelles générations ne sont pas assez nombreuses pour compenser ces départs. Alors même que le nombre d'habitants augmente année après année, "l'habitant-patient" se heurte à de plus en plus de difficultés à trouver un médecin traitant. Ceux qui en disposent voient les délais d'attente s'allonger pour obtenir un rendez-vous et les consultations sans rendez-vous sont parfois difficiles à caler. Pour remédier à cette situation, la mobilisation des acteurs de terrain est primordiale. Les communes du territoire s'organisent ainsi pour attirer des médecins : dans les projets référencés pour le Contrat de Relance et de Transition Écologique, les communes de



Ces problématiques qui doivent être appréhendées lorsque l'on parle de proximité et/ou d'accessibilité de services :

En outre il est noté que les ménages du territoire sont multi-motorisés et les déplacements domicile travail, se font en lien avec les pôles d'emplois des territoires voisins. Ils se font majoritairement en voiture. En effet, les solutions alternatives sont uniquement assurées par les 14 lignes de cars régulières « Trans Isère / Car Région » qui desservent le territoire.

La vulnérabilité socio énergétique liée à la mobilité touche particulièrement les territoires périurbains et ruraux au sein desquels les habitants effectuent quotidiennement des distances importantes pour aller travailler, le plus souvent en voiture. Eu égard au coût de l'énergie, les ménages les plus précaires peuvent se retrouver fortement fragilisés. Dans notre territoire, la partie Est apparaît la plus vulnérable : elle conjugue des distances domicile-travail importantes et des ménages aux revenus plus faibles qu'à l'Ouest. La desserte numérique du territoire est nécessaire pour garantir sa performance économique, son attractivité résidentielle mais elle est également essentielle en matière d'équité sociale. L'Est du territoire est moins bien couvert que l'Ouest. De plus, le taux d'équipement et de connectivité est à relier au niveau des revenus, à la situation socio-économique et à l'éloignement aux équipements et aux services. Ainsi, la réduction de la fracture numérique notamment à l'Est du territoire est un enjeu. Le numérique est un instrument majeur pour les services publics (e-administration, santé...), c'est également un avantage conséquent en termes de qualité de vie (loisir, télétravail...) et de réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES). L'accompagnement numérique des habitants apparaît comme un enjeu majeur car même s'il est pointé, l'intérêt de la dématérialisation dans la vie quotidienne des habitants, ses aspects positifs (démarches facilitées par une possibilité de les effectuer hors temps de travail, gain de temps sans file d'attente, économie en photocopies, timbres, ...) les effets négatifs sont également soulignés : perte de lien humain, difficulté pour joindre les services publics. Cela confirme la nécessité de conserver un accueil de proximité, sans se substituer au rôle de l'État.

Le diagnostic mené sur l'état numérique du territoire a fait apparaître des enjeux de structuration et/ou d'informatisation du fonctionnement quotidien, des chantiers structurants en cours (logiciels métiers) ainsi que des enjeux ayant trait aux usages numériques (portail numérique, GRU, ...).

Ainsi l'état des lieux fait apparaître que la communauté de communes devait approfondir le socle technique et informatique pour la mise en œuvre de ses compétences et services. La sécurisation et la structuration du socle technique sont à finaliser. Des services mis à disposition des usagers existent mais sont inégalement développés. La visualisation des services déployés reste difficile. Un enjeu particulier est identifié autour de la structuration d'un système d'information stratégique pour la collectivité et le territoire, celui des réseaux et de la gestion des interventions dans le domaine de l'eau.

Aussi au moment où le territoire se dote d'un projet de territoire, il apparaît indispensable de structurer le socle de l'information géographique au sein de la collectivité et pour le territoire : aménagement, environnement, données de l'eau, observatoire socio-économique de la population et du territoire. Des démarches ont commencé, elles pourront trouver tout leur sens au sein d'un Système d'Information Géographique (SIG).

Enfin, l'institution s'est engagée dans une logique de travail en mode projet et transversale qui nécessite des outils adaptés aux usages collaboratifs et à la gestion documentaire au service du fonctionnement de la collectivité et du territoire. Ils sont peu développés à ce jour, et quand ils existent obsolètes ou non déployés.

- Au sein des communes du territoire :

15 communes représentantes de la diversité du territoire ont été rencontrées :

- Les communes polarités (Les Avenières Veyrins-Thuellin, Montalieu-Vercieu, Tignieu-Jamezieu (via entretien individuel membre COPIL), Morestel, Saint-Chef et Crémieu) qui partagent un nombre d'utilisateurs et d'habitants équivalents partagent une échelle, des besoins logiciels notamment et ont parfois des ressources dédiées à l'informatique

- 8 communes de moins de 3 000 habitants qui sont représentatives du reste du territoire et de l'ensemble des communes au nombre desquelles Chamagnieu, Siccieu Saint Julien Carizieu, Corbelin, Trept, Vézeronce-Curtin, Annoisin Chatelans, Frontonas, Optevos, Saint Baudille de La Tour. Elles partagent des enjeux techniques de structuration, de sécurité informatique et également de partage de solutions et peuvent disposer d'une ambition numérique spécifique.

En outre 26 communes ont répondu à une enquête.

Au total, les 47 communes avaient la possibilité de s'exprimer sur le sujet et un total de 33 communes ont plus particulièrement été associées.

Il apparaît que les communes s'appuient en très grande majorité sur des prestataires pour leurs sujets informatiques. De plus, elles n'ont pas toujours de solutions adaptées pour des sujets techniques et complexes. De même, elles ne sont pas sûres de disposer de systèmes sécurisés et craignent des cyberattaques, certaines en ont d'ailleurs déjà connu.

Les communes font état de leur souhait de déployer des usages numériques et imaginent de nombreuses pistes pour donner à voir la richesse du territoire et son offre de services aux habitants et aux touristes.

Il est noté que si les coopérations se multiplient entre les communes ainsi qu'avec l'intercommunalité les ressources informatiques pour coopérer facilement ne sont pas souvent disponibles. Des structures physiques sont présentes sur le territoire tels les Centres Communaux d'Action Sociale (CCAS) qui fonctionnent grâce au bénévolat et qui sont animés par les élus, France Service de la communauté de communes et particulièrement le conseiller numérique permettent d'accompagner les personnes les plus éloignées du numériques. Néanmoins elles ne sont pas connectées entre elles. Des embryons de réseaux existent mais nécessiteraient d'être outillés pour faciliter les échanges.

Côté équipement, les communes sont déjà très informatisées tant en matière de nombre de postes déployés au sein des services, des écoles qu'en matière de logiciels métiers. Il est noté deux voix qui s'expriment : des communes prêtes à rejoindre des mouvements de groupements d'achat ou de partage de solutions pour simplifier la gestion, d'autres attachées à leur indépendance en matière d'informatisation et aux solutions déployées souvent depuis plusieurs années.

Nombreuses sont les communes qui ont pour projet de refondre leur site internet.

Les communes sont dépendantes de sociétés de service pour l'assistance de premier niveau, et peinent souvent à avoir des réponses rapides et des interventions sur le territoire.

## F. L'économie

- industrie : le passé industriel et rural a façonné le territoire, dans ses caractéristiques économiques actuelles mais aussi les patrimoines et les paysages. L'économie locale est marquée par l'industrie, avec de fortes spécialisations dans la mécanique, le textile ;

- artisanat : ce secteur est bien représenté, notamment celui du secteur du bâtiment et les activités artisanales liées à la ruralité et à l'économie de proximité ;

- commerce : un secteur d'activités créateur d'emplois, en lien avec l'ouverture de centres commerciaux dans le territoire. Le commerce de centralité (offre de proximité) montre des signes de fragilité ;

- agriculture : une capacité de production alimentaire importante pour le territoire. Elle est dynamique notamment au regard de la pérennité des exploitations. Elle occupe encore la majeure partie de l'espace dans le territoire. Les exploitations agricoles s'orientent progressivement vers une diversification des activités notamment en direction du tourisme vert et des services : accueil et vente à la ferme, chambres d'hôtes, gîtes d'étape, commercialisation de produits régionaux...

- tourisme : il présente des potentialités de développement pour le territoire qui est doté d'atouts touristiques (infrastructures de qualité dont les véloroutes et les lieux de loisirs, patrimoine naturel...). Ce secteur montre également des signes de faiblesses (offre d'hébergement assez réduite notamment) ;

- des activités particulièrement bien représentées : l'économie résidentielle est dynamique en termes d'emplois et plus particulièrement sur le plateau. Le territoire est marqué par une activité traditionnelle liée au travail de la pierre (carriers). C'est une spécificité économique qui a fait émerger des activités importantes liées aux matériaux de construction et au bâtiment. Ce secteur qui profite également de la croissance locale et périphérique. Enfin, les activités de récupération et de valorisation des déchets sont en développement sur le territoire.

Cette diversité est une richesse et une force. Elle permet la robustesse de l'économie du territoire et sa polyvalence. Elle est source de résilience du territoire aux crises. Ces avantages sont renforcés par une répartition plutôt équilibrée des activités économiques sur le territoire. Enfin, la création d'entreprise est particulièrement dynamique.

La typologie des entreprises présentes est également un avantage : présence de plusieurs grandes entreprises industrielles historiques qui jouent le rôle de locomotives, mais dont le centre de décision est souvent à l'extérieur ; et présence d'un tissu conséquent de petites entreprises qui représentent un

vivier de développement économique important. Le métropolisation amène également des ressources entrepreneuriales.

Le territoire a une position géographique privilégiée entre trois agglomérations : Lyon, Chambéry, Grenoble. Il est proche des principaux sites économiques métropolitains qui lui donnent des atouts : aéroport Lyon Saint-Exupéry, parc industriel de la plaine de l'Ain, parc industriel de Chesnes, parc technologique Porte de l'Isle, etc.

Le développement économique des Balcons du Dauphiné en quelques chiffres :

- taux très élevé d'actifs 78,4 % (contre 61 % à l'échelle nationale, 75% à l'échelle départementale) ;
- 65 % des actifs travaillent en dehors du territoire ;
- plus de 5 000 entreprises présentes (hors agriculture), dont 1 700 avec au moins un employé. Un taux rapporté aux habitants assez faible (déséquilibre actif-emploi) ;
- forte dynamique de la création d'entreprises avec 650 inscriptions par an, mais 80 % sont des entreprises individuelles ;
- $\frac{3}{4}$  des entreprises ont moins de 10 employés (vivier de développement) ;
- 60 % des entreprises de plus de 50 employés sont des unités appartenant à des groupes extérieurs (dépendance) ;
- une économie tournée majoritairement vers l'économie résidentielle qui rassemble 60 % des emplois et 65 % des établissements.

Les problématiques identifiées :

En matière d'emploi :

- difficulté des entreprises à recruter, particulièrement sur le territoire des Balcons du Dauphiné
- manque d'offre de formation sur le territoire ;
- manque de logements diversifiés et de services à la population permettant d'attirer des habitants (santé) ;
- problématique de mobilités à l'intérieur du territoire et de mobilité au sein du couple (mobilité résidentielle).

En matière d'espaces d'accueil des entreprises :

- manque de disponibilité foncière dans les zones d'activités au moment où le cycle économique est dynamique ;
- Difficulté de la collectivité à être réactive face à cette conjoncture ;
- Déconnexion entre le temps de l'entreprise et celui de l'administration, d'où une lourdeur, lenteur et complexité des projets de création de foncier économique, voire impossibilité avec les enjeux du Zéro Artificialisation Nette (ZAN) des sols. Le modèle de création des Zones d'Activités (ZA) de ces dernières décennies est dépassé et doit se réinventer. En même temps, les projets visant à optimiser la consommation du foncier économique sont plus compliqués (réhabilitation des friches, densification des zones d'activités. Manque d'outil pour conjuguer sobriété foncière et développement économique ;
- pression foncière et concurrence des activités entre elles pour l'accès au foncier. La métropolisation amplifie ce phénomène avec l'accueil de nouveaux habitants et les demandes d'implantation d'entreprises extérieures ;
- difficulté des communes à répondre aux demandes de locaux des entrepreneurs locaux, notamment les artisans du bâtiment, ou aux souhaits d'entreprises hors ZA de s'agrandir ;
- difficulté des communes à gérer les zones commerciales dont elles ont gardé la compétence ;
- inadéquation entre certains Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et les enjeux de développement économique sur la commune ;

- conciliation difficile entre les enjeux environnementaux, notamment la biodiversité qui pourtant fait la richesse de notre territoire, et les enjeux de développement économique.
- En matière d'économie de proximité :
- difficulté des communes à maintenir le commerce de proximité dans leur centre bourg ;
- difficulté de certaines associations de commerçants et manque de coopération à l'échelle intercommunale.
- Des évolutions de la société dont le territoire et particulièrement les acteurs économiques locaux doivent prendre en compte :
  - mutation de l'emploi : davantage de mobilité professionnelle, des attentes accrues de qualité de vie au travail, de conciliation avec la vie personnelle et familiale, de sens donné au travail et de cohérence avec ses engagements personnels (valeurs, enjeux environnementaux et sociétaux, etc.) ;
  - mutation de la composition familiale : besoin de plus de flexibilité de la part des employeurs, besoin d'adapter son activité professionnelle plusieurs fois tout au long de sa vie, besoin de nouveaux services à la population ;
  - enjeux environnementaux : de nouvelles attentes vis-à-vis des activités économiques comme de la sobriété, de la responsabilité, du réemploi/recyclage. Mais aussi hausse du coût de l'énergie avec des répercussions pour les salariés (mobilité moindre) et sur les sources d'approvisionnement (coût du transport et des matières premières qui encouragent raccourcissement des distances d'approvisionnement).

## G. Une identité touristique et culturelle « Balcons du Dauphiné » à bâtir et mieux faire connaître

Les forces :

- une réelle diversité de l'offre. Cette caractéristique est souvent prônée par les destinations touristiques mais elle est rarement une réalité. Les Balcons du Dauphiné ont la chance de pouvoir compter sur un même territoire des sites remarquables de différentes natures : patrimoine, nature, sport, loisirs. Il n'est pas si courant que cela de pouvoir trouver une offre aussi dense.
- des sites et des équipements qualitatifs, différenciant et en développement : Crémieu, Walibi, grottes de la Balme, sites archéologiques, ViaRhôna et voie verte, Vallée bleue, etc.
- une offre d'hébergement qualitative et attractive
- des outils d'animation existants : office de tourisme intercommunal, maisons du patrimoine ; ainsi que des acteurs nombreux et dynamiques comme les associations du patrimoine et de la nature
- la proximité des agglomérations lyonnaises, chambériennes et grenobloises. Qui sont un potentiel de clientèle conséquent.

Cette diversité, cette qualité de l'offre et cette proximité avec des agglomérations donnent au territoire le potentiel pour devenir une véritable destination touristique. De prime abord, les Balcons du Dauphiné apparaissent comme un territoire rural parmi d'autres à la porte de l'agglomération lyonnaise alors que sa richesse patrimoniale et naturelle pourrait le différencier et le faire entrer dans la catégorie des territoires touristiques aux alentours de Lyon et même comme le premier territoire touristique à l'est de Lyon.

Les faiblesses :

- le manque de structuration de l'offre proposée. La diversité de l'offre touristique est un atout mais elle souffre d'un déficit de lisibilité en raison de la dispersion des acteurs, d'un manque de coordination et d'une mise en valeur non hiérarchisée de toute l'offre. Les sites touristiques ne sont pas suffisamment reliés entre eux. Cela nuit à l'attractivité du territoire.
- des carences ciblées : hébergement ; lieux de baignade.



L'hébergement est un facteur clé de l'attractivité touristique d'une destination. Le territoire est plutôt dynamique en la matière avec une offre qualitative en développement mais pas suffisamment diversifiée et bien répartie sur le territoire. Des carences sont déplorées sur l'hébergement de groupe et dans le secteur de Morestel. De plus, les campings municipaux peinent à maintenir leurs services alors que ce type d'hébergement connaît un nouvel engouement, notamment auprès des cyclotouristes.

- une hétérogénéité de l'offre sur le territoire et des disparités géographiques entre l'ouest mieux doté en sites touristiques que l'est.
- un territoire qui a tourné le dos à un de ses principaux atouts, à savoir le Rhône

Les opportunités :

- des tendances de séjours et de loisirs qui privilégient de plus en plus les destinations de proximité, accélérées par les enjeux de la transition écologique des déplacements et de la consommation. Notre territoire dispose des atouts nécessaires pour répondre à la demande croissante du « slow tourisme », du tourisme local et authentique
- des infrastructures qui sont susceptibles d'accroître considérablement l'accessibilité touristique du territoire : ViaRhôna, projet du tram-train Lyon-Crémieu, projet d'écluse à Brégnier-Cordon qui fera de la Vallée bleue le point d'arrivée/départ de l'itinérance fluviale en connexion directe avec Aix-les-Bains.

Les menaces :

Une population locale qui méconnaît son territoire et qui ne le « consomme » pas au sens où elle ne profite pas des sites touristiques qui sont pourtant tout autant destinés aux habitants qu'aux visiteurs extérieurs. A certains endroits, le tourisme génère des désagréments aux riverains ou à l'environnement, ce qui peut rendre la population réticente à son développement.

#### H. Des productions agricoles de qualité avec un fort potentiel de valorisation en circuits courts.

L'agriculture des Balcons du Dauphiné est à l'image de ce territoire : diversifiée et multiple. La polyculture/élevage domine, avec une part importante de grandes cultures dans les plaines alluviales et les marais, ainsi que de l'élevage bovin, sur le plateau notamment. Quelques spécificités également, comme la viticulture sur le secteur de St Chef, ou la culture de pomme dans la plaine du Bouchage.

Les surfaces agricoles représentent environ 30 % du territoire (30 745 ha de Surface Agricole Utile (SAU)), valorisées par près de 550 exploitations. Si la baisse du nombre d'exploitations est constante et importante depuis 20 ans, la SAU s'est maintenue, témoignant de la hausse surface inversement proportionnelle de la surface moyenne des exploitations.

Parallèlement, une évolution des pratiques se constate aussi. La dynamique résidentielle, les nouvelles attentes des consommateurs, la proximité de l'agglomération lyonnaise sont sources d'opportunités stimulant des stratégies de valorisation des productions et diversification des activités. L'agriculture biologique progresse (12 % de la SAU en 2020, soit 3 395 ha, ce qui est 40% supérieur à la moyenne nationale – source CRATER). La vente directe est plutôt bien développée vis-à-vis d'autres territoires. En 2015, 20 % des exploitations du territoire pratiquaient au moins une activité de diversification liée à la production agricole ou non agricole (gîte, accueil pédagogique etc.).

Inversement, la périurbanisation est également source de nouvelles adversités avec lesquelles la profession doit conjuguer : consommation foncière (750 ha artificialisés entre 2000 et 2015) spéculation foncière et complexification de l'accès à la terre, précarisation des baux, conflits d'usage, difficultés de circulation des engins agricoles... L'approbation récente du Schéma de Cohérence Territoriale (Scot) porte des obligations de polarisation et densification du développement urbain qui solutionneront largement ces difficultés.

Dans le cadre d'une stratégie alimentaire locale à bâtir, de nouveaux débouchés pourront être proposés dans des conditions d'exploitation inscrites dans les priorités souhaitées par les élus pour le territoire (respect de la biodiversité et de la ressource en eau notamment). Les productions inscrites dans cette dynamique, au-delà de débouchés garantis, pourront bénéficier de bonification de valeurs, par le biais d'une labellisation par exemple.



## I. Des paysages et une biodiversité hors du commun, un facteur essentiel mais fragile du cadre de vie des Balcons

L'attractivité du territoire repose pour beaucoup sur la qualité de son cadre de vie, qualité qui pourrait être remise en cause par les formes actuelles du développement urbain (extensions urbaines, artificialisation d'espaces agricoles et naturels, prédominance de la maison individuelle). Les collectivités doivent donc être vigilantes face aux risques de banalisation paysagère du territoire. En effet, la poursuite de la périurbanisation s'accompagne de formes urbaines standardisées qui pourraient homogénéiser un territoire riche de ses diversités architecturales et patrimoniales (influences dauphinoises, savoyardes et bugistes) et porter atteinte à son image du territoire et sa valeur touristique.

Il est donc primordial pour les Balcons du Dauphiné d'accompagner leur développement territorial en équilibre avec les enjeux de biodiversité, écosystémiques et paysagers. Cette volonté se traduit d'une part par la poursuite d'actions de capitalisation de connaissance (les ressources et la qualité des eaux superficielles et souterraines, la faune, la flore, les fonctionnalités...) et, d'autre part, au travers d'actions de préservation et de restauration des milieux naturels ou d'adaptation des activités humaines à la sensibilité des ressources.

La poursuite de l'attractivité résidentielle doit également s'accompagner des investissements et renouvellements d'infrastructures et réseaux nécessaires au maintien de la qualité de vie des habitants actuels futurs : réseaux d'eau potable, traitement des eaux usées, adaptation des axes routiers, création d'offres de mobilité nouvelles en alternative à l'autosolisme...

## V. Des orientations qui répondent aux enjeux majeurs et aux problématiques identifiées



### A. Schéma directeur informatique et numérique territorial

#### FICHE ORIENTATION

##### Orientation n°1

#### 1- Descriptif synthétique du projet

##### - Objectif(s) visé(s) :

La communauté de communes s'est engagée dans l'élaboration de son premier schéma directeur informatique et numérique territorial. Il s'inscrit dans le cadre d'une démarche de structuration et de modernisation mais aussi d'une volonté de développer l'usage des outils numériques dans les échanges avec les usagers et les citoyens. L'objectif de ce premier schéma est de fixer les orientations permettant l'évolution et l'adaptation du système d'information des cinq prochaines années et d'en fixer les modalités de mise en œuvre.

Ainsi, la démarche entreprise a permis de produire un état des lieux précis tant de l'équipement que des pratiques, d'identifier les besoins et les usages à déployer, pour la communauté de communes comme pour les communes et les usagers des services proposés par le territoire.

Ce diagnostic a étudié largement les infrastructures et la sécurité, les applications fonctionnelles présentes et manquantes ainsi que l'urbanisation du système. La maturité numérique ainsi que les

ressources actuelles ont également été prises en compte ainsi que le cadre réglementaire tel le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) ou ce qui a trait à la sécurité.

Deux temps principaux sont à distinguer dans l'élaboration du schéma directeur numérique permettant respectivement la réalisation :

- D'un diagnostic et recueil des besoins en interne à la communauté de communes et auprès des communes.
- D'ateliers de travail par direction et par thématiques transversales pour construire le portefeuille projets...

- Lancement possible des réflexions, diagnostics ou études en :    x en 2021    ☐ en 2022

- Mise en œuvre des projets envisagées :    x en 2022    x en 2023    x en 2024 et plus

## 2- Descriptif détaillé du projet

Les axes suivants constituent le 1<sup>er</sup> schéma directeur informatique et numérique territorial :

- **Axe 1 : Structuration du système d'information (1<sup>er</sup> SDSI)**
  - Mettre en place l'organisation et le dimensionnement adapté à la nouvelle échelle
  - Informatiser les processus structurants de la collectivité
  - Mettre en place une politique d'équipement et de sobriété numérique
  - Déployer des usages collaboratifs au service du projet d'administration (et du territoire)
- **Axe 2 : Développement des coopérations territoriales en matière de numérique et de systèmes d'information quand cela est opportun et sur adhésion des communes**
  - Partager les ressources d'ingénierie à l'échelle du territoire
  - Mettre en réseau, collaborer, partager entre et avec les élus, les secrétaires et DGS, les acteurs du territoire
  - Construire un catalogue de services ouverts aux communes
  - Réaliser des économies d'échelle dans la politique d'achat
- **Axe 3 : Déploiement des usages numériques pour les habitants du territoire**
  - Construire une continuité de parcours entre les communes et l'intercommunalité : vision portail de services du territoire / GRU du territoire
  - Déployer des services en ligne, promouvoir la collectivité et son offre de services
  - Accompagner les usagers du territoire vers le numérique et l'accès aux services
  - Trouver un juste milieu entre structuration du socle et innovation.

Le renforcement numérique du territoire se fait donc selon les priorités suivantes :

- Engager le territoire dans une mise à niveau des systèmes d'information et la couverture des besoins identifiés, cela se traduit par le déploiement des 82 projets pour un montant de financement prévisionnel de logiciels de 1 million d'euros et 760 jours de travail pour la direction des systèmes d'information des services communautaires ;

- Mettre en place d'une stratégie de renouvellement d'équipements numériques en cohérence avec les ambitions climatiques votées, pour un montant de 675 000 euros sur la durée du schéma ;

- Structurer le système d'information (serveurs, sauvegarde...) pour un montant de 100 000 euros ;
- Développer des usages numériques pour les habitants du territoire par le déploiement de conseils dédiés, le développement des démarches en ligne et des services aux habitants.

## ► CALENDRIER

2022-2030

### 3- Financement du projet

BP 2022 = 600 K€

PPI 2022-2024 = 2,2 M€

## B. Orientations de la politique de développement économique<sup>1</sup>

### FICHE ORIENTATION

#### Orientation n°2

#### 1- Descriptif synthétique du projet

##### - Objectif(s) visé(s) :

Les communautés de communes ont la compétence obligatoire du développement économique depuis la création de ce type de collectivité en 1992. Il s'agit donc d'une compétence que les intercommunalités exercent depuis longtemps et pour laquelle elles sont structurées. En 2015 (loi NOtre), cette compétence est devenue l'exclusivité des intercommunalités et des régions ; les communes et les départements n'ont ainsi plus le droit d'intervenir dans ce domaine. Les régions ont été désignées par la loi NOtre comme les cheffes de file des politiques territoriales de développement économique. Les intercommunalités doivent par conséquent respecter le cadre fixé par leur région au sein du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation.

Le code des collectivités précise les responsabilités des communautés de communes en matière de développement économique par cette liste :

- « création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ». Les zones d'activités, de quelque nature qu'elles soient, sont maintenant la compétence exclusive des intercommunalités. Les communes ne sont plus compétentes pour intervenir dans ce domaine. Les Balcons du Dauphiné ont cependant décidé de ne pas transférer certaines zones d'activités, notamment celles comportant une composante commerciale ou résidentielle importante ;

- « politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ». La communauté de communes n'est compétente en matière de commerce que dans le cadre de la définition de l'intérêt communautaire qu'elle définit elle-même dans ses statuts. Les Balcons du Dauphiné l'ont décrit ainsi « sont d'intérêt communautaire : l'animation des politiques contractuelles en faveur du commerce, le soutien aux associations et unions commerciales du territoire ». Les actions ainsi citées sont la compétence exclusive de la communauté de communes. Les communes gardent la compétence du commerce sur les sujets qui ne sont pas cités dans la définition de l'intérêt communautaire ;

- « promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme sans préjudice de l'animation touristique qui est une compétence partagée avec les communes ».

<sup>1</sup> (Fiche Contrat de Relance et de Transition Écologique (CRTE) n°1- développer l'attractivité économique du territoire et n°6-Inscrire le territoire dans une stratégie complète d'économie circulaire

- Cette description juridique de la compétence économique des communautés de communes peut sembler restrictive. En pratique, elle ouvre un large champ d'intervention (aide à l'implantation, à la création et au développement des entreprises ou des filières économiques, actions en faveur de l'emploi, du développement durable, animations, etc.). Cependant, en fonction des actions de développement économique qui seront déployées à la suite de l'adoption de cette feuille de route, une analyse juridique devra être conduite afin d'en inscrire certaines dans les statuts de la communauté de communes des Balcons du Dauphiné, notamment pour redéfinir l'intérêt communautaire des actions en faveur du commerce. Le développement économique du territoire permettra de dynamiser le territoire, de donner accès à la population aux produits de qualité dont elle a besoin, de fournir des emplois et activités d'insertion professionnelle, de contribuer aux transitions du territoire et de générer des ressources financières.

- « Économie circulaire : soutien aux initiatives et filières de réemploi/réutilisation/recyclage, depuis l'amélioration du tri sélectif du particulier jusqu'au développement de l'écologie industrielle, valorisant des synergies entre les entreprises du territoire. Le référentiel économie circulaire territoriale défini par l'ADEME pourra appuyer les réflexions et la démarche (diagnostic/stratégie/plan d'actions et outils de suivi).

- Porteur/Pilote envisagé : communauté de communes des Balcons du Dauphiné

- **Partenaire(s) concerné(s)**, entreprises, région Auvergne-Rhône-Alpes

- Mise en œuvre du projet envisagée : x en 2022 x en 2023 x en 2024 et plus Préciser l'échéance si possible :

## 2- Descriptif détaillé du projet

### Contexte historique :

Depuis leur création en 2017, les Balcons du Dauphiné n'ont pas défini de stratégie de développement économique globale. Leur intervention se compose des axes suivants :

- Accompagnement au foncier et à l'immobilier des entreprises ;
  - Soutien à l'économie de proximité. Sur cet axe, la collectivité développe des actions envers deux secteurs d'activités spécifiques que sont l'agriculture et le tourisme. Elle soutient également financièrement l'action de partenaires qui accompagnent le commerce et l'artisanat ;
  - Entretien du dialogue avec les entreprises par l'organisation de temps d'échange collectifs, des visites d'entreprises par les élus, le relais d'informations de la communauté de communes et le partenariat relatif à des événements de la collectivité ;
  - Coopération interterritoriale animée par les gérants d'équipements spécifiques que sont la centrale nucléaire du Bugey et les Aéroports de Lyon qui déploient des actions dans leur bassin d'activités respectif.
- Les élus de la communauté de communes témoignent d'une forte volonté d'inscrire le territoire dans une stratégie de transition écologique. La réduction des déchets et leur valorisation pour en faire une ressource (réduction à la source, lutte contre le gaspillage, recyclage, réemploi, etc.) est à ce titre un axe de travail important pour les années à venir. Cette thématique concerne autant la réduction des déchets ménagers et assimilés que ceux du secteur privé. Dans ce cadre, le territoire a été lauréat en 2020 pour la mise en place de la démarche territoriale économie circulaire de l'ADEME. Un stagiaire chargé de mission économie circulaire travaille en 2021, accompagné par le CIRIDD, au déploiement d'un référentiel sur le territoire. .

### Les enjeux :

Les enjeux sont de :

- Dynamiser le territoire, les villages ;
- Accéder à des biens et des services de qualité sur le territoire ;
- Donner le choix de l'activité professionnelle (emploi, entrepreneuriat, formation) ;

- Contribuer à adapter le territoire aux transitions, participer à sa résilience ;
- Générer des ressources financières pour le développement du territoire.

Concernant l'économie circulaire, les objectifs visés sont de définir et déployer une politique ambitieuse et transversale sur le territoire de la communauté de communes des Balcons du Dauphiné. Trois axes de travail sont identifiés :

- S'appuyer sur le référentiel "économie circulaire" de l'ADEME pour bâtir la stratégie du territoire

La communauté est lauréate d'un appel à projet "démarche référentiel économie circulaire" organisé par l'ADEME et la Région Auvergne Rhône Alpes. Elle fait partie des 14 premières collectivités sélectionnées.

L'objectif est d'établir une politique d'économie circulaire, basée sur un diagnostic, une stratégie et un plan d'actions.

- Doter le territoire de lieux de revalorisation/réemploi

Le SYCLUM a initié en partenariat avec les communautés de communes Vals du Dauphiné et Balcons du Dauphiné une étude réemploi. La commune de Saint Chef a initié une démarche similaire à l'échelle communale : montage et création d'une recyclerie : le but est de collecter des objets usagés ou inutilisés par leurs propriétaires, de les valoriser et de les revendre dans le magasin ou dans une filière de recyclage.

Par ailleurs, possibilité de :

- Création d'un repair café : il s'agit ici d'un lieu où se rencontrent des réparateurs bénévoles et des gens qui ne savent pas comment s'y prendre pour réparer leurs objets abîmés ou en panne. Cela va dans le même sens que la recyclerie et il s'agit de favoriser le réemploi.

- Création d'un atelier de vélo participatif : il s'agit de lieux créés pour promouvoir l'usage du vélo comme moyen de transport, en facilitant son entretien et sa réparation. Il s'agit encore de favoriser le réemploi en récupérant des vélos ou des pièces non utilisées et de transmettre l'apprentissage de la mécanique.

Cette action est particulièrement adaptée aux acteurs de l'économie sociale et solidaire. Ils seront sollicités pour participer aux différents projets menés.

- Animer une démarche d'Écologie Industrielle et Territoriale (EIT)

L'EIT vise à mettre en réseau les entreprises pour que les déchets des uns soient les ressources des autres. L'objectif est d'initier une démarche de réflexion en partenariat avec les EPCI voisins et la CCI Nord Isère.

### **Les axes d'intervention :**

#### **Axe 1 - Soutenir l'économie de proximité**

Il s'agit de développer l'économie agricole et touristique, d'encourager la consommation locale et d'accompagner les communes dans le maintien du commerce et de l'artisanat en centre village.

#### **Axe 2 - Accompagner le développement économique endogène**

La communauté de communes interviendra comme un soutien des entreprises présentes sur le territoire dans leur pérennisation, leur développement et leur prise en compte des transitions. Elle agira pour les mettre en réseau et développer des filières locales durables, notamment en matière d'économie circulaire.

#### **Axe 3 - Mettre en œuvre une stratégie globale d'attractivité du territoire**

Le développement économique a besoin d'autres politiques publiques telles que l'accompagnement à l'emploi et à la formation, le logement, les mobilités, les services de santé et de services à la personne, les télécommunications et tout ce qui concourt à la qualité du cadre de vie.

### **► CALENDRIER**

**2022-2030**



### 3- Financement du projet

Le budget primitif 2022 prévoit 3,5 M€ en fonctionnement et 2,75M€ en investissement. Ce budget couvre le soutien à l'activité économique dans son ensemble.

## C. Orientations de la politique de développement touristique<sup>2</sup>

### FICHE ORIENTATION

#### Orientation n°3

##### 1- Descriptif synthétique du projet

###### - Objectif(s) visé(s) :

Le territoire souhaite assumer pleinement sa vocation touristique et agir de façon à tirer le meilleur de ses atouts ainsi que des investissements publics réalisés depuis de nombreuses années et ceux en cours. Le développement touristique souhaité est celui d'un tourisme durable, maîtrisé et respectueux du territoire. Il ne s'agit pas d'un tourisme de masse. Il doit contribuer à l'attractivité globale du territoire. Les efforts en matière de tourisme se concentrent sur les quatre thématiques qui caractérisent le plus le territoire : vélo, nature, patrimoine et le Rhône.

- Porteur/Pilote envisagé : Communauté de communes des Balcons du Dauphiné
- Partenaire(s) concerné(s) : Secteur du tourisme, département Isère, région Auvergne-Rhône-Alpes, communes
- Mise en œuvre du projet envisagée : x en 2022    x en 2023    x en 2024 et plus

##### 2- Descriptif détaillé du projet

###### Contexte historique :

La communauté de communes des Balcons du Dauphiné est compétente en matière de tourisme en lien avec sa compétence sur le développement économique. A ce titre, elle intervient actuellement sur les cinq volets suivants :

- o L'investissement dans des infrastructures touristiques ;
- o La mise en tourisme de ces équipements ;
- o Le soutien aux acteurs économiques du tourisme par la mise en réseau et la promotion ;
- o L'accueil des visiteurs ;
- o La promotion du territoire.

###### Les enjeux :

Le territoire a des atouts touristiques majeurs et d'une grande diversité. L'intercommunalité et les communes investissent massivement dans des équipements et des sites touristiques, patrimoniaux et naturels particulièrement qualitatifs et qui caractérisent, entre autres, la spécificité et la notoriété du territoire.

La communauté de communes souhaite capitaliser sur ces éléments en mettant en œuvre une politique de développement touristique qui permettra de :

- Devenir une destination touristique à l'identité marquée autour de thématiques liées à l'éco-tourisme, facteur d'attractivité générale du territoire ;
- Fédérer le territoire autour d'un projet touristique collectif ;

<sup>2</sup> Fiche CRTE n°2-Favoriser le développement d'un tourisme durable

- Faire du tourisme un levier de développement local durable.

### **Les axes d'intervention :**

#### **Axe 1 - Prioriser le développement touristique sur quatre thématiques liées à l'éco-tourisme et des projets structurants : vélo, patrimoine, nature et Rhône**

Ces thématiques sont étroitement liées entre elles et permettent de caractériser le territoire. Il s'agit de thématique qui s'inscrivent dans un tourisme durable et respectueux du territoire. Il convient de développer le tourisme à partir de ces items en les décloisonnant. Des projets particulièrement structurants pour le développement touristique ont été identifiés. Ils portent à la fois sur l'aménagement et la valorisation de sites touristiques et la mobilisation des acteurs sur ces projets. Ces projets sont structurants car ils permettent de croiser les thématiques et de rassembler les acteurs locaux :

- Mise en tourisme de la ViaRhôna et de la voie verte ;
- Obtention du label Pays d'art et d'histoire ;
- Requalification des sentiers de randonnée et leur valorisation à travers des pratiques sportives ;
- Mise en tourisme de sites naturels liés au Rhône (archipel des îles du Haut Rhône notamment) ;
- Valorisation et soutien à la requalification de la base de loisirs de la Vallée bleue.

#### **Axe 2 - Développer et structurer l'offre touristique**

Le développement de l'offre touristique doit s'appuyer sur les quatre thématiques prioritaires et les initiatives des acteurs touristiques locaux. Il s'agit de faire monter en gamme l'offre du territoire en l'étoffant, en la structurant et en mettant en valeur les atouts mal valorisés.

#### **Axe 3 - Renforcer l'image touristique du territoire et en faire un facteur d'attractivité**

Il s'agit de profiter des atouts touristiques du territoire pour améliorer l'attractivité globale du territoire. Des actions de promotion touristique du territoire seront conduites à l'extérieur mais également pour les habitants du territoire.

#### **Axe 4 - Améliorer la connaissance du secteur touristique et se doter d'outils de mesure des impacts de la politique de développement touristique**

Il est primordial de pouvoir mieux connaître la composition du tissu touristique local, son attractivité et ses retombées économiques. Ce dernier élément est particulièrement important pour mesurer les effets de la politique touristique sur l'économie locale et justifier des efforts publics réalisés sur ce secteur. Des outils seront mis en place pour en suivre l'évolution.

### **► CALENDRIER**

**2022-2030**

### **3- Financement du projet**

- Dépenses fonctionnement : 60 900 € (dont 60 000 € en 65) + 408 536 € (subvention EPIC) + 106 464 € (versement à l'EPIC taxe de séjour) + 165 200 € (voie verte VR PDIPR) → Soit un total de 741 100 €
- Dépenses investissement : 138 500 € + 323 974 € → soit un total de 462 474 €
- Recettes fonctionnement : 90 000 € (taxe de séjour)

## D. Orientations de la politique publique « services en milieu rural »<sup>3</sup>

### FICHE ORIENTATION

#### Orientation n° 6

##### 1- Descriptif synthétique du projet

###### - Objectif(s) visé(s) :

La collectivité souhaite accueillir de nouveaux services, de nouveaux usages dans de nouveaux lieux entre domicile et travail. Elle ambitionne de mettre en réseau et soutenir les différents projets de tiers lieux du territoire afin d'accompagner au mieux les habitants.

La communauté de communes souhaite accompagner au mieux les usagers dans leurs démarches administratives et difficultés quotidiennes. Elle souhaite leur faciliter l'accès au droit, au numérique, au logement... et a défini ces orientations politiques :

Orientations pour la politique des services publics en milieu rural

**Axe 1 : Conforter la place de la commune dans la qualité du service rendu à l'utilisateur**

**Axe 2 : Favoriser l'accompagnement numérique des habitants**

**Axe 3 : Organiser l'itinérance des services**

**Axe 4 : Construire une communication efficace**

**Axe 5 : Contribuer à l'émergence d'espaces facilitant le lien humain**

**Axe 6 : Engager l'intercommunalité en appui aux communes, pour la préservation des services publics et dans une posture d'accompagnement aux CCAS**

- **Porteur/Pilote envisagé** : Communauté de communes des Balcons du Dauphiné
- **Partenaire(s) concerné(s)** : Les communes et les associations, France services, le département, l'État.
- **Lancement possible des réflexions, diagnostics ou études en** : x en 2021    x en 2022
- **Mise en œuvre du projet envisagée** : x en 2022    x en 2023    ☐ en 2024 et plus

##### 2- Descriptif détaillé du projet

###### Contexte :

La collectivité depuis sa création en 2017 dispose de différents services à la population dont un espace France services, des crèches, des centres de loisirs, des relais petite enfance...

La mise en place d'un processus décisionnel et de comités de travail permet à la collectivité de déterminer les orientations politiques et définir le niveau de service à l'utilisateur à déployer sur le territoire à la fois par la communauté de communes dans ses espaces dédiés, qu'il s'agisse de services communautaires ou portés par d'autres.

Dans le cadre de la construction du projet de territoire et des différentes instances qui l'ont permise, il a été décidé de regarder les besoins des populations par la réalisation d'un diagnostic sociodémographique.

Les Balcons est un territoire riche de sa population et connaît une croissance démographique soutenue et une périurbanisation qui se diffuse d'Ouest en Est.

C'est un territoire de familles, Il est constaté une part importante d'enfants et un départ marqué des jeunes actifs.

L'analyse de la pyramide des âges a montré que si les personnes âgées restent minoritaires dans le territoire, leur nombre augmente. De nouveaux besoins sont donc à prendre en compte ; une réflexion particulière pourra être menée en termes de logements (localisation, taille, adaptation), d'équipements

<sup>3</sup> Fiche CRTE n°8-Accueillir de nouveaux services et usages : vers une fabrique du territoire – Plan tiers lieux

(type, proximité, accès) et d'accompagnement, sans oublier les gisements éventuels en matière de création d'emplois (services à la personne, par exemple).

Avec quelques fragilités, le revenu médian dans le territoire de la communauté de communes s'élève à 23 610 €. Parmi ses habitants 7 619 personnes vivent sous le seuil de pauvreté. Il est constaté des inégalités socioéconomiques importantes, notamment entre les villes -où les ménages sont plus modestes- et les petites communes. Par ailleurs, on remarque de fortes disparités en termes de revenus des ménages selon le statut d'occupation du logement. Des situations de pauvreté sont relevées au sein des ménages locataires. Toutefois, près de 10 % des propriétaires occupants se situent sous le seuil de pauvreté, indiquant des potentielles situations de précarité, moins visibles.

Les Balcons s'articulent autour des 47 communes et de l'intercommunalité. La structure du territoire pose plus qu'ailleurs l'importance du rôle que devront jouer les polarités dans l'animation des bassins de service. Ceux-ci constituent la plus petite échelle à laquelle les habitants ont accès aux services et équipements de la vie courante. Toutefois il apparaît que la distance en temps des principaux équipements est limitée et 46 communes y accèdent en moins de 15 minutes.

La mobilité et la couverture numérique, des problématiques qui doivent être appréhendées lorsque l'on parle de proximité et/ou d'accessibilité de services.

Les services en milieu rural doivent prendre en compte ces besoins exprimés.

#### **Objectifs des services en milieu rural :**

- La préservation du contact humain, le besoin d'accompagnement des populations fragilisées restent une priorité ; l'égalité d'accès au service doit être déployé.
- Développer un accueil global de proximité
- Développer des lieux permettant et favorisant le lien social
- Développer une offre de services pertinente à destination de l'ensemble des habitants.

Les besoins des habitants du territoire sont pris en compte dans les différentes orientations politiques de la collectivité.

#### **Les enjeux :**

Les projets communaux et intercommunaux nécessitent une cohésion entre ces différents services et une mise en réseau sera primordiale afin de développer et créer des espaces où les dynamiques se croisent sur le territoire.

Elle pourra jouer un rôle d'appui à travers l'accès à des services, des équipements, de l'ingénierie afin de faire progresser une dynamique territoriale.

Les services ne se limiteront pas ainsi à un seul champ mais seront variés et permettront d'offrir une offre de service adaptée aux besoins des habitants.

Les services vont permettre les rencontres informelles, les interactions sociales, la créativité et les projets collectifs.

#### **Les projets de la collectivité :**

Le Tiers lieux sur la commune de Villemoirieu héberge un espace France Services. Dans ce bâtiment seront associés différents partenaires comme SOLIHA, CPAM, CAF, des associations, des entreprises, des agents de la collectivité et des citoyens.

L'aspiration est de construire un lieu en fonction des usages plus qu'en fonction des personnes afin de faciliter les interactions et la coopération, la prise en compte des besoins des usagers.

Un autre projet est en cours d'étude sur le futur siège communautaire situé à Arandon-Passins où un bâtiment annexe va être réhabilité. Ce bâtiment d'environ 1000 m<sup>2</sup> est entièrement vide. En septembre 2020, la communauté de communes a constitué un comité de travail afin de porter une réflexion sur le devenir de cet espace qui devra :

- répondre aux besoins de la structure qui a connu des évolutions depuis la fusion (nouvelles compétences / effectifs...) ;
- répondre aux besoins des communes, des partenaires et des acteurs du territoire ;
- renforcer la prise en compte des orientations en matière de développement durable.

## ► CALENDRIER

Avril – mai 2022 : validation des orientations politiques en conseil communautaire

A partir de mai 2022 : déploiement des orientations politiques

### 3- Financement du projet

Budget primitif :

<b>DEPENSES accompagnement des habitants et tiers lieux</b>	
<b>Fonctionnement</b>	
<b><u>TOTAL</u></b>	<b><u>256 303,00 €</u></b>
<b>Investissement</b>	
<b><u>TOTAL</u></b>	<b><u>448 500,00 €</u></b>
<b>RECETTES</b>	
<b>Fonctionnement</b>	
<b><u>TOTAL</u></b>	<b><u>41 000,00 €</u></b>
<b>Investissement</b>	
Subventions d'investissements reçus (13)	149 000,00 €
<b><u>TOTAL</u></b>	<b><u>149 000,00 €</u></b>



## E. Orientations de la politique publique mobilités <sup>4</sup>

### FICHE ORIENTATION

#### Orientation n° 7

##### 1- Descriptif synthétique du projet

- **Objectif(s) visé(s)** : La mobilité interpelle tous les enjeux du développement territorial, qu'il s'agisse de développement économique (attractivité/accessibilité), d'environnement, d'aménagement du territoire, de santé, d'inclusion sociale et d'accès aux services, ou encore de solidarité. Le territoire est marqué par une forte utilisation de la voiture individuelle, notamment sur les petits trajets, où les modes actifs pourraient être privilégiés. L'absence d'offre de transports en commun concurrentiels aux véhicules individuels renforce cette caractéristique. L'objectif consiste à déployer une offre structurée et à accompagner le développement d'une offre alternative à l'usage de la voiture individuelle. Le développement de pratiques nouvelles doit être encouragé et organisé. Il faut prendre en compte les besoins des habitants les moins mobiles et les plus fragiles du territoire, en tenant compte également de la hausse de la vulnérabilité énergétique.

- **Porteur/Pilote envisagé** : CCBD – direction de projet mobilité

- **Partenaire(s) concerné(s)** : Maîtrise d'ouvrage : communes membres, intercommunalités voisines ; le département (financement, assistance à maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre) ; la région (financement), entreprises, associations

- Lancement possible des réflexions, diagnostics ou études en : ☒ en 2022

- Mise en œuvre du projet envisagée : ☒ en 2022 ☒ en 2023 ☒ en 2024 et plus

Préciser l'échéance si possible : débute en 2022 et court jusqu'en 2024 et plus.

- Projet en lien avec le CTE Nord Isère Durable (01/2020) - Action 3 Favoriser les mobilités alternatives à la voiture individuelle et Action 4 - Promouvoir l'utilisation du vélo via l'aménagement de liaisons douces.

##### 2- Descriptif détaillé du projet

#### Axe 1 : Proposer des solutions adaptées et simples d'accès aux besoins de mobilité des habitants

La volonté affirmée est de « privilégier les besoins des habitants plus que les attentes » en s'adaptant à la diversité des situations : identifier les contraintes à la mobilité et permettre à chacun de se rendre là où les services sont rendus. Pour simplifier l'accès à l'information et faciliter la mobilité des habitants, un « guichet unique » pourrait donner accès aux diverses solutions existantes sur le territoire.

La mobilité est par ailleurs un vecteur indispensable d'insertion et de lien social. Il faut des solutions adaptées aux personnes en difficulté pour se déplacer : les personnes âgées, les plus jeunes, les personnes en situation de handicap. A côté du transport à la demande ou de la mise à disposition de deux roues en libre-service par exemple, il convient aussi de proposer des solutions telles que le covoiturage, l'autostop organisé, l'autopartage, etc.

Enfin, la mobilité doit être envisagée en miroir à l'immobilité. Développer la fibre et les solutions alternatives à la mobilité (tiers lieux, espaces de coworking) y participera. Aussi, des services publics ou privés itinérants se déplaçant au plus près des habitants permettraient également de lutter contre la dépendance à la voiture et/ou l'isolement.

<sup>4</sup> Fiche CRTE n°9-Promouvoir les modes de déplacements alternatifs à l'autosolisme

## **Axe 2 : Innover et expérimenter dans le cadre de partenariats facilitant l'accès à l'emploi**

Il est nécessaire de s'engager dans des solutions adaptées au territoire (dentelle) en concertant largement (entreprises, chambres consulaires, syndicats...). Il faut privilégier les réponses locales pour les industries afin d'éviter les nuisances. Il faudra dans ce cadre veiller à croiser les enjeux de mobilité avec les politiques d'insertion, d'habitat, d'emploi et la production.

Il faut être un territoire d'innovation et de prendre en compte les solutions du futur, comme l'hydrogène, dès maintenant, en veillant à ne pas faire concurrence aux acteurs privés.

Pour poursuivre ces ambitions, l'animation d'une plate-forme de mobilité inter-entreprises permettra d'identifier les besoins des entreprises et salariés, mieux connaître les déplacements domicile/travail, favoriser les mutualisations. L'intérêt et l'efficacité d'incitations financières aux entreprises et/ou salariés pour les bonnes pratiques peut aussi être envisagé. Enfin, le meilleur déplacement étant celui que l'on ne fait pas, il faut développer les tiers lieux pour le télétravail/coworking et maintenir les capacités d'accueil d'activités artisanales dans le tissu urbain des communes (par les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU)).

## **Axe 3 : Sensibiliser et accompagner les habitants aux changements de comportement**

Il est nécessaire de rompre avec l'autosolisme et de s'engager dans la modification des comportements sans contraindre les personnes à abandonner leurs voitures.

Il faut rendre le futur désirable et faciliter les transitions. Les dispositifs incitatifs comme les aides à l'achat ou les locations longue durée de vélos électriques y concourent. Aussi, il faut développer les bornes de recharge électrique et stations de recharge multi énergies pour encourager les évolutions de pratiques...

Le développement des véloroutes et voies vertes sur le territoire concourt à l'amélioration du cadre de vie et au recours au vélo. Le développement de cette pratique doit être aussi encouragé par le développement de stationnements sécurisés (commerces, lieux publics, etc.).

Dès que possible, il faudra veiller à ce que les boucles villageoises jouent une double fonction de découverte touristique mais aussi de déplacements locaux (entre bourg et hameaux, entre villages...). Le schéma modes doux prévu dans le cadre de l'appel à projet AVELO 2 pourra faciliter le déploiement de cette stratégie. Aussi, il faut proposer un mode de gouvernance facilitant la coopération entre communes ainsi que la bonne intégration des projets dans les stratégies de développement communale (Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) notamment) :

- Un collège spécifique aux communes au sein du comité des partenaires pour garantir la complémentarité et cohérence des projets entre chacune d'elles ;
- Une implication plus forte de l'intercommunalité dans son rôle de personne publique associée, pour garantir que les dispositions nécessaires au déploiement de ses diverses politiques et projets (dont les enjeux mobilité) soient inscrites dans les PLU.

Encourager le recours aux modes actifs des plus jeunes est aussi important (sensibilisation citoyenne, santé, environnement, cadre de vie...). Pour cela, il est possible d'agir efficacement par l'élaboration de plans de mobilité des établissements scolaires (pouvant faciliter le développement des « pédibus » notamment).

Les collectivités doivent par ailleurs donner l'exemple en renouvelant les parcs de véhicules pour des véhicules électriques ou à hydrogène, en se dotant de flottes de vélos, en développant le covoiturage. L'animation de « temps forts » sur la mobilité (Mai à vélo, journée européenne de la mobilité, challenge mobilité...) donnera à voir l'engagement du territoire et créera une dynamique locale. Il faut aussi dans ce cadre communiquer et sensibiliser régulièrement en mode « multicanal » (radios, panneaux digitaux, affichage, bulletins municipaux, réseaux sociaux...).

## **Axe 4 : Améliorer notre accessibilité depuis et vers les pôles extérieurs**

La volonté est de répondre aux enjeux de mobilité internes et externes en insistant plus particulièrement sur les personnes éloignées. Développer des solutions de rabattement sur les gares est aussi un objectif, en aménageant des parkings relais et en organisant les rabattements depuis les polarités du territoire par exemple.

Maintenir une bonne connectivité des Balcons du Dauphiné aux agglomérations et pôles d'emplois environnants est donc essentiel. De nombreux projets sont portés en ce sens et nécessitent une coopération étroite avec les territoires voisins et les autres autorités organisatrices de mobilité :

- Vers l'agglomération lyonnaise : étude menée par la région pour la mise en place d'un transport en commun en site propre de Crémieu à Meyzieu sur l'ancienne emprise du le Chemin de Fer de l'Est de Lyon (CFEL) ;
- Vers la Communauté d'Agglomération Porte de l'Isère (CAPI) : projet de liaisons cycles depuis/vers les secteurs Bourgoin-Jallieu / L'Isle d'Abeau ;
- Vers l'Ain : expérimentation de covoiturage Covoit'ici depuis Montalieu-Vercieu et Tignieu-Jamezieu vers le parc d'activités de la plaine de l'Ain. L'opportunité de reproduire et/ou adapter ce dispositif vers d'autres pôles extérieurs au territoire est aussi un enjeu.

Des voies modes doux sécurisées doivent aussi faciliter les déplacements actifs depuis et vers l'extérieur du territoire, en équipant notamment les grands axes de pistes cyclables (Crémieu - Tignieu-Jamezieu, Frontonas – La Verpillière...).

Enfin, il faut décliner la politique mobilité dans l'ensemble des actions de l'intercommunalité, c'est pourquoi par exemple des solutions d'accès décarbonés et/ou collectives aux grands événements du territoire sont à évaluer.

### ► LES DOMAINES D'ACTION

Domaine d'action principal : mobilités

Domaine d'action secondaire : organisation des déplacements et mobilités douces

### ► CALENDRIER

Le déploiement de la politique mobilité est prévu dès l'été 2022 et pour les années suivantes. Un directeur de projet mobilités prend ses fonctions en juillet 2022, le comité des partenaires sera réuni à la suite pour présenter les orientations de la politique mobilité inscrite dans le projet de territoire. Parmi les principales actions figurent la réalisation d'un schéma modes doux dans le cadre de l'appel à projets Avélo 2, la prolongation de l'expérimentation de covoiturage Covoit'ici avec la plaine de l'Ain jusqu'en 2023 et la recherche d'autres offres/solutions de covoiturages pour le reste du territoire, l'étude pour l'amélioration des liaisons cyclables CAPI/Balcons du Dauphiné (par le secteur de St Savin) et le bouclage voie verte / Via Rhôna (entre Crémieu et St Romain de Jalionas), réalisant ainsi une liaison CAPI/Via Rhôna. Également, la participation à des projets stratégiques comme l'étude pour une liaison en Transports en Commun en Site Propre (TCSP) entre Lyon Crémieu sur l'ancien tracé du Chemin de Fer de l'Est Lyonnais (CFEL).

## 3- Financement du projet

La prise de compétence mobilité va conduire au lancement de projets ainsi qu'à la poursuite des actions déjà en cours.

Sont prévus aux budget 2022 la poursuite d'actions comme la participation de l'intercommunalité à l'étude tram-train entre Meyzieu et Crémieu (30 000 €) l'expérimentation Covoit'ici menée avec la Plaine de l'Ain (58 400 €) ou encore l'étude de liaison cyclable entre la Communauté d'Agglomération Porte de l'Isère (CAPI) et les Balcons du Dauphiné (15 000 €).

La construction de la stratégie intercommunale en matière de mobilités s'engage et s'affermira dans le cadre du projet de territoire.

## 4- Dispositif de suivi et d'évaluation

### Indicateurs de réalisation :

- Engagement du plan de mobilité
- Réalisations des études sur les aménagements nécessaires liaison CAPI-Crémieu-ViaRhôna et réalisation des aménagements
- Km de voie cyclable créés

### Indicateurs de résultats :

- GES non émis
- Kilomètres parcourus annuellement en covoiturage (enquête)
- Évaluation des parts modales et de la part du vélo.

## F. Orientations de la politique publique en matière de réduction, tri et valorisation des déchets

### FICHE ORIENTATION

#### Orientation n°8

##### 1- Descriptif synthétique du projet

###### - Objectif(s) visé(s) :

La collecte et le traitement des déchets des ménages et déchets assimilés fait partie des compétences obligatoires de la communauté de communes (article L.5214-16 du Code Général des Collectivités Territoriales). Les enjeux à relever sont nombreux et complexes. Régulièrement de nouvelles lois renforcent les obligations incombant aux collectivités. L'intercommunalité se structure, avec la mise en place d'un taux unique de Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) en 2020, l'harmonisation des conditions d'exonération de TEOM pour les entreprises en 2021, l'adhésion pleine et entière au syndicat des déchets SYCLUM en 2022.

Au-delà des enjeux de réduction des pollutions et de diminution des pressions sur la ressource, des voies d'économies conséquentes sont aussi à exploiter, nécessitant un important travail de sensibilisation auprès des habitants. 1/3 des déchets sont des bio-déchets qui sont brûlés inutilement, pour un coût 5 fois plus cher que le recyclage. La collecte en porte à porte peut aussi être optimisée. Il faut donc aller vers une part plus importante de déchets triés par le particulier.

- Projet en lien avec la fiche orientation 1 (orientations de la politique de développement économique)

- **Porteur/Pilote envisagé** : communauté de communes, Syclum

###### - Partenaire(s) concerné(s) :

Chambres consulaires, entreprises,

- Lancement possible des réflexions, diagnostics ou études en : ☒ en 2022

- Mise en œuvre du projet envisagée : ☒ en 2022 ☐ en 2023 ☐ en 2024 et plus

##### 2- Descriptif détaillé du projet

###### Axe 1 : « Faire société » autour de l'enjeu déchets

Il faut donner du sens et « faire société » en s'engageant dans la limitation de la production de déchets. Une telle ambition suppose de ne pas se déconnecter des habitants.

Les habitants doivent être incités à mettre le moins de déchets résiduels. Il faut aussi que le circuit de recyclage des déchets jusqu'à leur valorisation finale soit « traçable » et accessible pour les citoyens.

Cette ambition d'évolution des pratiques passe par la nécessité pour la collectivité d'être exemplaire et de tirer les enseignements du passé.

Il conviendra pour atteindre ces objectifs de sensibiliser et former aux éco-gestes, afin de réduire au maximum les déchets alimentaires notamment. Promouvoir et faciliter le recours à l'eau du robinet réduira le recours au plastique ou au verre en valorisant la qualité de l'eau distribuée sur le territoire. Enfin, un travail de lobbying pour porter ces enjeux au niveau national est également indispensable.

###### Axe 2 : S'appuyer sur des règles équitables et compréhensibles

Il faut assurer l'égalité des habitants en construisant un système compréhensible, acceptable et cohérent pour tous).

La mise en place d'un système de tarification incitative, en privilégiant le mode de collecte des déchets en porte à porte, concourra à ces objectifs. Le service apporté en déchetterie doit être amélioré et adapté aux divers besoins des habitants, notamment s'agissant des horaires d'ouverture (pour s'adapter aux contraintes de la population active).

S'agissant des professionnels, il faut pouvoir proposer des solutions simplifiant et encourageant aux gestes de tri (déchèteries dédiées ou accès sous condition aux déchèteries existantes, appui pour

trouver les filières de valorisation...). Un travail partenarial peut être engagé avec les chambres consulaires pour mieux accompagner les professionnels, conduisant pourquoi pas à une charte et/ou un label valorisant les bonnes pratiques.

### **Axe 3 : Responsabiliser les producteurs de déchets**

Parallèlement aux actions visant à sensibiliser et « faire sens », il convient aussi de lutter contre les comportements qui génèrent des dérèglements, au niveau des entreprises comme des habitants. Au-delà de la simple mobilisation du pouvoir de police du maire, il faut instituer un système de pollueur payeur.

Dans ce but, il convient de porter les enjeux de renforcement du pouvoir de police du maire au niveau national.

Localement, collecter régulièrement les encombrants sur chaque commune constituerait un service complémentaire et attractif. Les communes doivent également être accompagnée et soutenue dans la lutte contre les dépôts sauvages (ne serait-ce que par l'exonération des frais de traitement des déchets collectées par leurs soins).

### **Axe 4 : Agir de manière ciblée et adaptée sur toutes les familles de déchets**

Il s'agit d'intervenir sur l'ensemble des familles de déchets, auprès de tous les publics, tout en limitant la prise en charge des déchets par les acteurs publics. L'ambition est d'aborder le traitement du déchet en fonction de sa nature et de sa provenance plutôt que du statut de celui qui le produit. Pour cela, il convient de bien calibrer le SYCLUM. Les délégués communautaires au Syclum doivent porter les orientations stratégiques de la politique publique déchets des Balcons du Dauphiné au sein du Syclum, qui doit les mettre en œuvre.

Mieux connaître pour mieux maîtriser et gérer de façon plus locale la chaîne de tri et valorisation des déchets sur le territoire est nécessaire, afin de vérifier par exemple l'opportunité d'installer une plate-forme de tri et/ou une unité de recyclage en Nord-Isère. Il faut aussi encourager les commerces à faciliter et développer les bonnes pratiques (consignes, achat en vrac...).

### **Axe 5 : Soutenir et développer l'économie circulaire**

L'ambition est affichée de structurer les filières locales de recyclage, construire des filières locales selon les typologies de déchets et inscrire le réemploi come un axe fort. La valorisation énergétique est aussi à investir. Cela permettra de viser l'indépendance du territoire en construisant des solutions locales. Il revient à l'intercommunalité, par sa compétence économique, de porter cette politique au travers d'actions telles que la mise en place d'une filière alimentaire locale, l'animation d'une démarche d'écologie industrielle et territoriale (cf politique publique relative au développement économique). Enfin, la méthanisation est aussi une filière d'avenir, mais ciblée en priorité sur les déchets d'activités (valorisation de produits alimentaires, déchets d'entreprises ou agricoles, boues de step...) et non sur la production dédiée de matière agricole.

### **► CALENDRIER**

2023 et années suivantes

## **3- Financement du projet**

Budget prévisionnel à prévoir, selon les différentes étapes d'avancement du projet si possible :

Actions portées par le SYCLUM pour le compte de l'intercommunalité : 7 702 000 € (part CCBD)

Actions relatives à l'économie circulaire et l'écologie industrielle : à définir.

Principaux postes de dépenses :

Collecte et traitement des OM

Financements envisagés : TEOM

## **4- Dispositif de suivi et d'évaluation**

Indicateurs de réalisation : Actions de communication, Actions de formation, Évolution des pratiques de collecte / Indicateurs de résultats : Baisse du volume d'OM, Hausse du volume de déchets recyclables, Baisse globale du volume de déchets

Indicateurs d'impact : Baisse de la pollution, Moindre consommation d'énergie et production de GES



## G. Orientations de la politique publique petite enfance et enfance

### FICHE ORIENTATION

#### Orientation n°9

##### 1- Descriptif synthétique du projet

**- Objectif(s) visé(s) :**

L'objectif est de faciliter les parcours des familles au travers des différents temps de vie de leurs enfants : depuis devenir parent à accompagner son adolescent sur le territoire.

L'ambition est de donner aux enfants des Balcons les clés pour grandir sereinement et acquérir ce qui les aidera à devenir des citoyen-nes, émancipé-es et solidaires du monde qui les entoure.

**Porteur/Pilote envisagé :** communauté de communes des Balcons du Dauphiné

**Partenaire(s) concerné(s) :**

Les communes et les associations, le département, la région, l'État, la CAF, MSA

**- Lancement possible des réflexions, diagnostics ou études en :** x en 2021 x en 2022

**- Mise en œuvre du projet envisagée :** x en 2022 x en 2023 ☐ en 2024 et plus

##### 2- Descriptif détaillé du projet

Contexte :

La communauté de communes est compétente en matière d'enfance pour les communes de moins de 4 400 habitants depuis 2018.

La compétence enfance concerne les accueils de loisirs périscolaires (mercredi) et extrascolaires (vacances scolaires) pour les enfants de 3 à 11 ans.

La gestion des accueils de loisirs se traduit selon trois modalités :

- La gestion directe communauté de communes
- La Délégation de Service Public (DSP) Léo Lagrange pour les accueils de loisirs de Salagnon et Saint Marcel Bel Accueil
- La gestion communale pour les communes de + 4400 habitants (Les Avenières-Veyrins-Thuellin, Morestel et Tignieu-Jamezieu).

La communauté de communes n'assure plus la compétence jeunesse depuis 2019, cette compétence a été transférée aux communes.

La communauté de communes est également compétente en matière de petite enfance pour l'ensemble des communes du territoire depuis janvier 2019.

Cela concerne l'accueil individuel et collectif des jeunes enfants :

- 7 crèches, 1 micro-crèche, 1 halte-garderie itinérante en gestion directe
- 7 relais petite enfance en gestion directe
- 2 crèches et 1 relais petite enfance en délégation de service public (gérés par Léo Lagrange jusqu'au 31 décembre 2022 pour les structures de Salagnon et Saint Marcel Bel Accueil).

Au total, l'accueil collectif public représente un volume de 255 places, et l'accueil individuel est assuré par plus de 520 assistants maternels.

La politique petite enfance- enfance se veut ambitieuse et innovante pour les enfants du territoire et intègre un accompagnement des familles pour concilier les différents temps du quotidien.

Elle se décline en 3 axes répondant aux objectifs :

**Axe 1 : Garantir l'accessibilité des services pour tous**

Un projet, une offre identique pour tous, une prise en compte des spécificités territoriales et des projets des bassins de service pour favoriser l'équité d'accès aux services et permettre l'accueil de tous

## Axe 2 : Permettre aux enfants et à leur famille de découvrir leur territoire

→ Protéger la nature et l'environnement en (re)découvrant son territoire, protégeant la nature, développant une culture scientifique écoresponsable

→ Contribuer aux citoyens de demain en développant des actions de solidarité, de citoyenneté, en étant acteur de ses loisirs et en développant le vivre ensemble, les temps avec les familles, l'intergénérationnel

## Axe 3 : Déployer l'art et la culture, faciliter le développement de l'imaginaire et la créativité des enfants

→ Permettre de découvrir les usages, cultures et patrimoine locaux

→ Permettre de délivrer une éducation artistique aux enfants pour nourrir leur bien-être et leur expression.

→ Développer la créativité.

Concrètement, la communauté de communes souhaite faciliter le quotidien des usagers, notamment des parents et futurs parents du territoire, tout en prenant en compte les enjeux du projet de territoire pour nos services.

Cela va se caractériser par une considération augmentée pour l'accueil réservé aux enfants ayant des besoins spécifiques (ex : atteints de maladie chronique, vivant avec un handicap, etc.). En effet, la communauté de communes devrait bénéficier du concours d'un référent santé et accueil inclusif, expert en la matière et mobilisable sur ces deux directions. Il sera chargé d'informer, de sensibiliser et de conseiller les professionnels en matière de santé du jeune enfant et de l'inclusion des enfants en situation de handicap ou atteints de maladie chronique.

Aussi, l'accessibilité aux services sera amplifiée, en réorganisant les Relais petite enfance, réels guichets uniques en matière de modes d'accueil des jeunes enfants. Tout en garantissant la proximité avec les usagers et les professionnels, les relais devraient simplifier leur visibilité, disponibilité et expertise pour ses publics, en se regroupant en 3 grands pôles couvrant l'ensemble du territoire.

Enfin, le développement durable sera le fil conducteur de ces politiques publiques, depuis l'achat des petites fournitures, en passant par la sensibilisation des enfants et leurs familles à la préservation de la ressource en eau et de la biodiversité, jusqu'à la création de nouveaux bâtiments écoresponsables et durables. D'ailleurs à ce titre, l'ensemble des crèches devraient changer leurs pratiques en termes d'entretien des locaux : fabriquer elles-mêmes et utiliser des produits d'entretien dits « doux », à partir de matières premières respectant l'environnement (ex : vinaigre blanc, savon noir, etc.).

## 3- Financement du projet

Budget primitif 2022 :

DEPENSES petite enfance	
Fonctionnement	
<b><u>TOTAL</u></b>	<b><u>4 432 237,57 €</u></b>
Investissement	
<b><u>TOTAL</u></b>	<b><u>555 010,77 €</u></b>

DEPENSES enfance	
Fonctionnement	
<b><u>TOTAL</u></b>	<b><u>1 361 883,43 €</u></b>
Investissement	
<b><u>TOTAL</u></b>	<b><u>33 800,00 €</u></b>

## H. Orientations de la politique culture

### FICHE ORIENTATION

#### Orientation n° 10

##### 1- Descriptif synthétique du projet

**- Objectif(s) visé(s) :**

La politique culturelle ambitionne l'accès de tous à une offre culturelle grâce à la diffusion d'œuvres et de pratique artistique et culturelle tout au long de l'année.

Cette aspiration doit servir à poser le cadre d'une offre cohérente et d'un programme d'actions pluriannuel en concertation avec les communes afin de toucher les différents publics sur l'ensemble du territoire tout en laissant la porte ouverte à des initiatives répondant aux quatre axes structurants

**Porteur/Pilote envisagé :** communauté de communes des Balcons du Dauphiné

**Partenaire(s) concerné(s) :** Les communes et les associations, le département, la région, la DRAC, l'État

**- Lancement possible des réflexions, diagnostics ou études en :** x en 2021 x en 2022

**- Mise en œuvre du projet envisagé :** x en 2022 x en 2023 x en 2024 et plus

##### 2- Descriptif détaillé du projet

**Contexte :**

Les statuts de la communauté de communes des Balcons du Dauphiné ont été mis à jour en 2018 et précisent ainsi les statuts liés la culture : la culture est une compétence facultative, qui prend en charge :

- l'organisation des festivals de l'Isle en Scène et du Solstice de Branges,
- les actions de médiation culturelle des élèves des classes de cycle 2 et 3,
- l'éveil et l'apprentissage musical des élèves de cycle 3 des écoles primaires,
- le soutien à la résidence d'artistes.

Par la programmation de ces événements culturels, la collectivité s'engage ainsi depuis 2018 à favoriser l'accès à une pratique artistique destinée aux scolaires, et permet l'accès à la découverte de spectacles. Pour mener à bien ces orientations culturelles, les élus ont donc soutenu des financements conséquents permettant la programmation des festivals et la répartition des dispositifs d'actions culturelles. Ces actions ont été également soutenues par des partenaires institutionnels, à savoir la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC), la région et le département.

La communauté de commune souhaite, au-delà des actions menées jusqu'alors, se doter d'une politique culturelle transversale et faisant sens.

**Les enjeux sont :**

- la diffusion de la culture auprès de publics diversifiés
- trouver des synergies entre le maillage des propositions culturelles de l'intercommunalité et celles des communes.
- adapter le secteur de la culture, la pratique et les actions artistiques aux spécificités du territoire en portant une attention toute particulière au développement des personnes et des relations entre elles.

Les 4 axes majeurs des orientations politique :

#### **Axe 1 : Favoriser la médiation culturelle et l'Éducation Artistique et Culturelle (EAC)**

L'EAC s'ouvre à d'autres niveaux scolaires, à des publics éloignés ou empêchés, intergénérationnel.

La résidence d'artistes est un levier pour la diffusion d'une offre culturelle au plus près des usagers et de manière décentralisée et pour favoriser la programmation jeune public et les collaborations.

La collectivité souhaite se doter d'une Convention Territoriale d'Éducation Artistique et Culturelle (CTEAC) pour la mise en réseau des acteurs et des structures culturelles du territoire.

**Axe 2 : Favoriser la diffusion artistique et le soutien à la création pour porter une offre culturelle au plus près des communes et des habitants**

Les festivals sont des marqueurs identitaires de la création, de la diffusion, de l'itinérance et de la sensibilisation dans les champs de la musique et du théâtre mais aussi du patrimoine.

Il est nécessaire pour la collectivité de porter un projet culturel au travers d'un dispositif territorial permettant de mettre en réseau les différents acteurs et les différents champs culturels. Une étude sur la faisabilité du déploiement du centre culturel de rencontre « Paul Claudel » sera réalisée.

**Axe 3 : Garantir l'égalité d'accès à la lecture publique**

La mise en place d'un schéma de lecture public en lien avec le Département de l'Isère et les structures existantes sur le territoire permet de soutenir et développer ce secteur.

**Axe 4 : Favoriser et améliorer la communication sur l'offre culturelle, accompagner et fédérer les acteurs locaux, accompagner les communes dans leurs programmations culturelles.**

Moyens à développer : une meilleure coordination de la diffusion

Une mise en réseau et visibilité des activités afin de donner à voir cette offre culturelle comme une offre globale de territoire, mettre en place un calendrier culturel.

Le soutien et le développement de certains secteurs culturels

La mutualisation : des moyens techniques, des offres,

► **CALENDRIER**

Avril 2022 : validation des orientations politiques en conseil communautaire

**3- Financement du projet**

Budget primitif 2022 :

DEPENSES culture	
Fonctionnement	
<b><u>TOTAL</u></b>	<b><u>469 194,00 €</u></b>
Investissement	
<b><u>TOTAL</u></b>	<b><u>3 088,60 €</u></b>
Recettes culture	
<b><u>TOTAL</u></b>	<b><u>45 000,00 €</u></b>

\* \*

\*

La structuration de l'intercommunalité ainsi que dans les orientations de politiques publiques représentent des engagements de l'intercommunalité pour la prise en compte des enjeux majeurs identifiés dans le socle du projet de territoire. En effet, les réalisations sont passées au tamis de celui-ci. Cela touche le « quoi » comme le « comment ». Il est alors décider d'abandonner celles qui sont contraires, de faire évoluer celles qui les prendront en compte et de garder en l'état celles qui sont en cohérence.

● **Le président propose de**

- **VALIDER les termes du présent rapport**
- **DIRE qu'il représente les engagements de la communauté de communes des Balcons du Dauphiné,**
- **DIRE qu'ils répondent aux enjeux majeurs identifiés dans le socle du projet de territoire :**
  - **L'accès aux services en milieu rural**
  - **Les mobilités**
  - **L'adaptation aux impacts du changement climatique**
  - **La préservation de la ressource en eau**
  - **La préservation de la biodiversité**